

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1525 - 3 octobre 1997 - prix : 9 F

35 heures :

**IL FAUT
FAIRE RAVALER
SON CHANTAGE
AU PATRONAT !**

Algérie

**Contre la terreur et la misère
quelle issue pour la population ?**

M 6189 - 1525 - 9,00 F

p. 7

SOMMAIRE

Politiciens

- 4 - Sécurité sociale : de Juppé à Aubry, toujours les mêmes recettes
- L'intervention de Jospin à la télévision
- 5 - Le Pen : deux démarches dirigées contre les travailleurs
- La droite et l'alliance avec le FN

Leur société

- 6 - Oui, il faut travailler moins!
- 16 - Ile-de-la-Réunion : les jeunes chômeurs manifestent
- Le trafic de viande contaminée continue

Tribune

- 6 - Faire barrage au Front National

Dans le monde

- 7 - Incendies en Indonésie : pour le profit des compagnies forestières
- Pologne : le retour de la droite
- 8 - L'accord entre Total et l'Iran
- USA : il y a 40 ans, ceux de Little Rock, et les mots creux de Clinton
- 9 - Mines antipersonnel : le désarmement n'est pas pour demain
- Afrique : la mortalité en hausse
- 10 - Algérie : quelle issue pour le peuple algérien?
- Grande-Bretagne : les militants travaillistes face à Tony Blair

Dans l'enseignement

- 11 - À Fontaine (Isère)
- Témoignages de lecteurs : les difficultés de la rentrée scolaire

Dans les entreprises

- 4 - France Télécom : le personnel n'a pas changé d'avis
- 12 - La Redoute - Wattrelos (Nord) : débrayages contre les conditions de travail
- Municipalité de Tours : coup de sang à la collecte des ordures
- 13 - Calvet quitte la direction de PSA
- Renault Douai (Nord) : les jeunes corvéables à merci
- 14 - Contre les plans de licenciements à Longwy
- SNCF Paris Sud-Ouest : Gaysot se défile
- GEC-Alsthom (Belfort) en pleine «externalisation»

Lire

- 15 - Paris Brune, un livre de Maxime Vivas

Pollution et circulation alternée

UNE ORGANISATION SOCIALE ÉTOUFFANTE

Mardi 30 septembre, la pollution de l'air ayant atteint la cote maximum en région parisienne, le gouvernement a imposé pour le lendemain la circulation alternée dans la capitale et 22 communes limitrophes. Cela en vertu d'une loi promulguée par le précédent ministre de l'Environnement, Catherine Lepage.

Un taux élevé de dioxyde d'azote dans l'air pose effectivement un problème grave de santé publique, notamment pour les personnes fragiles ou sujettes à des troubles respiratoires. Dominique Voynet, qui avait trouvé la loi Lepage «inapplicable» et «inefficace», lors d'un précédent pic de pollution en août alors que Paris était quasi déserte, y a maintenant recours. C'est peut-être l'occasion de faire oublier à sa base écologiste qu'elle a dû reculer dans l'affaire de l'extension de l'aéroport de Roissy ou de la «pastille verte» que les transporteurs - gros pollueurs au diesel - refusent avec le soutien du ministre des Transports.

Prudente, Voynet déclare que «la circulation alternée n'est qu'un pis-aller». Diminuer le trafic automobile peut certes améliorer la qualité de l'air, cela ne supprime pas les causes du problème, et pas seulement parce qu'on n'interdit pas la circulation des camions et camionnettes, qui roulent au fioul à plus de 80%.

En fait, les autorités en sont réduites à des remèdes aussi efficaces que l'aspiri-

ne pour soigner un mal profond auquel personne en haut lieu ne veut s'en prendre, car il résulte de l'organisation même de la société.

Les transports en commun, chacun le constate, sont sous-développés, plus on s'éloigne en banlieue, moins on en trouve. A Paris, 60% des déplacements individuels s'effectuent en métro, bus ou RER; en banlieue, la proportion tombe à 16%. Non pas que les banlieusards préfèrent l'automobile; ils n'ont pas le choix, surtout pour se déplacer d'une banlieue à une autre. Résultat : des embouteillages géants, des autoroutes et un périphérique saturés avec, à la clé, une pollution atmosphérique qui monte en flèche. Sans oublier ce que cela implique comme dépenses en achat et entretien d'un véhicule particulier, en temps perdu dans les bouchons, en fatigue.

Ce gâchis n'est pas qu'écologique, il est aussi financier, matériel, humain. Il découle d'une organisation sociale aberrante dont l'un des aspects est que l'on repousse les travailleurs toujours plus loin en banlieue, là où le logement coûte moins cher, et que le patronat ne voudrait pas devoir augmenter les salaires suffisamment pour que les salariés puissent vraiment choisir d'habiter là où ils le souhaiteraient. Et, bien sûr, nombreux sont ceux qui voudraient vivre à proximité de services, d'équipements sociaux en tout genre,

souvent implantés loin des cités populaires. Tout comme le sont, d'ailleurs, la plupart des entreprises.

La distance moyenne entre le domicile et le lieu de travail ne fait donc qu'augmenter : en une quinzaine d'années, le temps moyen passé dans les transports en région parisienne a doublé. Rien n'a été fait pour inverser cette tendance. On a imperturbablement continué de donner la priorité aux déplacements automobiles, on a construit des ensembles d'habitation à proximité de voies rapides ou d'autoroutes. Les Bouygues, les Peugeot y ont trouvé leur compte, pas la population. De même, pour approvisionner une agglomération comme la région parisienne, la priorité a été donnée aux sociétés privées de camionnage. Les hommes (et femmes) politiques ont beau le savoir et, parfois, le déplorer publiquement, quand ils se retrouvent au pouvoir, ils ne font rien. En tout cas, rien qui s'en prenne aux racines du mal.

Alors, on étouffe. Mais c'est toute la société qui étouffe sous une organisation sociale qui se moque de l'intérêt de l'immense majorité, qui s'en remet à un laisser-faire au service des seuls intérêts dominants. En ce domaine comme dans les autres, on ne pourra résoudre ces problèmes «écologiques» qu'en remettant en cause l'ordre social dominant.

Pierre LAFFITTE

MEETING
avec
ARLETTE LAGUILLER
à Beauvais (Oise)
Mardi 21 octobre à 20h
Salle du Franc Marché
avec Roland SZPIRKO

FÊTES de LUTTE OUVRIÈRE

• MULHOUSE

Samedi 4 octobre
à partir de 15h. Salle
des fêtes de l'Espace
110 à Illzach.

• DIJON

Samedi 4 et
dimanche 5
octobre

Samedi à partir de 19h,
dimanche à partir de 12h.
Salle Mendès-France
à Quétigny.

• TOURS

Samedi 4 octobre
de 15h à 24h. Salle de
la Pléiade à La Riche.

• ORLÉANS

Samedi 4 octobre
à partir de 15h
Salle Montission
à Saint-Jean-le-Blanc.

• GRENOBLE

Dimanche 5
octobre

à partir de 11h.
Foyer municipal de
Pont-de-Claix (Bus
n°8 depuis Grenoble,
arrêt Mairie de Pont-
de-Claix)

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 1421 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigoliet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigoliet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (contre voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÈMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

■ Depuis son installation, le gouvernement présente la conférence entre les représentants de l'État, du patronat et des syndicats qui doit se tenir le 10 octobre, comme le sommet de ses propositions sociales, là où doivent se discuter toutes les questions liées à l'emploi, aux salaires et à la durée du travail.

Il n'a jamais été question qu'il s'agisse d'autre chose à cette conférence que d'une « concertation entre partenaires sociaux ». Cela signifie en général que les représentants du patronat et ceux des confédérations syndicales discutent ensemble... puis les patrons décident tout seuls. Mais voilà que plus on se rapproche de la date, plus le grand patronat tape du poing sur la table pour dire que, concertation ou pas, il n'accepte pas de se voir imposer quoi que ce soit de contraignant. Le voilà qui est lancé dans une campagne frénétique contre l'idée même d'une loi-cadre fixant l'horaire de travail à 35 heures. Ses ténors, PDG de grandes entreprises qui font des profits faramineux, défilent à la télévision pour affirmer que les 35 heures sans diminution de salaire, ce serait la ruine pour l'économie.

Plus de soixante ans après la loi sur les 40 heures, alors que la productivité a été multipliée au bas mot par vingt, ces gens-là osent répéter qu'il serait impossible de réduire le temps de travail.

Ce que veulent surtout les patrons,

Les 35 heures FAIRE RAVALER SON CHANTAGE AU PATRONAT

c'est que la loi ne leur impose plus aucune contrainte. Ils veulent pouvoir fixer les horaires librement, au gré de leurs seuls besoins : faire faire des heures supplémentaires une semaine, quitte à mettre leur personnel au chômage technique la semaine suivante.

Devant le chantage des patrons au boycott de la « conférence sur l'emploi », le gouvernement a déjà commencé à reculer. Pourtant, le chantage n'en est un que parce que le gouvernement tient à la présence des patrons à la table de négociations. Que les patrons boycottent la conférence ou non, le gouvernement a les moyens et une majorité pour faire voter les 35 heures.

Mais Jospin veut la présence et l'accord des patrons sur tout ce qu'il propose. Comme Juppé, Rocard ou Balladur, il ne veut rien faire qui déplaie au grand patronat. Or, sur tous les problèmes qui concernent le monde du travail et l'écrasante majorité de la société, les intérêts des travailleurs et du grand patronat sont rigoureusement opposés. Il est impossible d'améliorer le pouvoir d'achat des familles ouvrières, et, surtout, de combattre avec efficacité le chômage, sans puiser dans les coffres-forts des patrons.

Ces coffres-forts sont pleins. Rarement dans le passé les grandes entreprises ont réalisé des bénéfices aussi élevés que depuis deux ans. Il y a de quoi réduire le temps de travail à 35 heures et à moins

encore sans diminution de salaire. Il y a de quoi augmenter les salaires. Il y a surtout de quoi arrêter les licenciements, quitte à partager le travail entre tous ; il y a de quoi financer la création d'emplois nouveaux utiles à toute la collectivité.

Il est vital d'imposer au patronat ces mesures. Sinon, le chômage continuera à augmenter, la misère aussi et l'aggravation de la situation ouvrira un boulevard devant Le Pen et sa politique antiouvrière violente.

On aurait pu s'attendre à ce que la campagne patronale déclenche une réaction des organisations syndicales et qu'à l'approche du 10 octobre, le patronat ne soit pas le seul à se faire entendre et à exercer une pression sur le gouvernement. Même si la conférence ne sert à rien, cela aurait pu être au moins l'occasion de rappeler les revendications essentielles du monde du travail. Pour le moment, il n'en est rien.

Il y a bien eu l'appel à la grève à France Télécom pour le 30 septembre. Il y en a un à la SNCF pour le 8 octobre. Il ne suffit pas que ces journées soient largement suivies, il faut aussi qu'elles ne soient pas sans lendemain. La riposte aux attaques, le mouvement pour imposer au grand patronat les revendications vitales des travailleurs, pour faire payer ceux qui s'enrichissent depuis le début de la crise, restent à préparer et à organiser. Notre avenir en dépend.

Budget 1998

Il fallait s'y attendre. Pour réduire le déficit budgétaire tout en continuant à verser au patronat les multiples aides et subventions en vigueur, sans toucher aux contribuables les plus riches, Jospin ne pouvait que produire un budget jumeau de celui de son prédécesseur Juppé.

Et c'est bien ce qui ressort du projet de loi de finances adopté en conseil des ministres le 24 septembre.

En soi, ce budget ne comporte rien de très extraordinaire. On y trouve même quelques petits gestes dont bénéficieront aussi les contribuables les plus modestes, dont la création d'un crédit

d'impôt pour les dépenses de réfection du logement principal, à concurrence de 4 000F pour une personne seule et du double pour un couple.

On y trouve également des mesures qui vont égratigner (un petit peu) les contribuables les plus riches et les entreprises. Ainsi, le plafond de la réduction d'impôt dont bénéficie l'employeur d'un salarié à domicile est-il réduit de moitié mais reste quand même à 22 500F – il s'agit bien d'une réduction d'impôt, et non d'une déduction sur le revenu imposable contrairement à ce que nous avons écrit dans LO n° 1523. Les allègements liés à certains place-

ments financiers sont réduits. Et quelques-uns des à-côtés fiscaux dont bénéficient les entreprises diminuent, par exemple en cas de constitution de provisions de trésorerie.

Hormis ces points de détail, l'orientation générale ne change pas. Ce sont les contribuables les plus modestes qui seront surtout affectés par la hausse de 8 centimes au litre de la taxe sur les produits pétroliers, ou par le plafonnement à 3 000F de l'avantage fiscal lié à la demi-part attribuée aux personnes seules ayant élevé un enfant. En revanche les entreprises se voient offrir un crédit d'im-

pôt de 10 000F par emploi net créé dans les trois ans à venir, à concurrence de 50 – un cadeau de plus sous prétexte de lutte contre le chômage !

Jospin ne revient donc surtout pas sur ce qui rapporte le plus aux riches et aux entreprises, que ce soit la réduction du taux d'imposition des revenus élevés, héritée de la droite, ou encore les cadeaux aux entreprises au nom de l'emploi, qui durent maintenant depuis plus de dix ans. Ces derniers, dont on peut se faire une idée très approximative en additionnant le budget du ministère de l'Emploi aux réductions des charges sociales sur les bas salaires

(prises sur le budget général), atteindront 155,8 milliards en 1998, soit 5,5 milliards de plus qu'en 1997. Et, pour la énième année consécutive, ce seront autant de milliards qui grèveront les finances de l'État. Des milliards jetés à fonds perdus dans les caisses des entreprises sans que cela empêche celles-ci de supprimer des emplois et d'aggraver le chômage.

Les représentants du patronat n'ont pas manqué de jeter des cris d'orfraie à l'annonce de ce budget, relayés avec frénésie par les leaders de la droite. Mais les nantis auraient vraiment mauvaise grâce à se plaindre de Jospin.

LE GROS DE L'ADDITION RESTE POUR LES PLUS MODESTES

Sécurité sociale

DE JUPPÉ À AUBRY TOUJOURS LES MÊMES RECETTES

Martine Aubry n'a rien annoncé de bien original, le 26 septembre, en rendant publics ses projets pour combler le fameux déficit de la Sécurité sociale.

Ceux qui espéraient que le gouvernement Jospin enterrerait le plan Juppé et innoverait sur le sujet en sont pour leurs frais.

En effet, la « maîtrise des dépenses de santé » est toujours à l'ordre du jour dans les projets de la ministre; on va continuer les économies sur le dos des patients, en particulier dans les hôpitaux qui, selon Martine Aubry « doivent faire leur mue » et du côté des médecins, en contrôlant le nombre des consultations et le contenu des prescriptions. Mais si possible, sans trop les fâcher.

Il faut aussi trouver de l'argent frais et faire les poches au plus grand nombre possible, mais bien entendu sans jamais envisager de prendre sur le profit des entreprises, en particulier des laboratoires pharmaceutiques ou des fabricants de matériels pour hôpitaux ou cliniques qui s'enrichissent pourtant grâce aux dépenses de santé.

Seule la hausse d'une taxe sur la publicité des produits

pharmaceutiques est envisagée. Pour le reste, Aubry et son compère Kouchner, secrétaire d'État à la Santé, ont ressorti les vieilles recettes : hausse du tabac de 2,5%, mise en place d'une super CSG sur tous les revenus (mais pas sur les revenus financiers des entreprises ou des banques), prolongation – pour 5 ans – du RDS (la taxe dite de « contribution au remboursement de la dette sociale » de 0,5% sur tous les revenus mise en place par Juppé en 1996), taxation de 10% au total des revenus de l'épargne – sur les PEL (Plan Épargne Logement), PEP (Plan Épargne Populaire) et les Assurances vie. Les allocations familiales sont soumises à un plafond de ressources et l'allocation de garde d'enfant à domicile est diminuée de moitié.

Quoi qu'en dise Aubry, de nombreux assurés modestes vont être touchés. Elle met en avant que le basculement de la cotisation maladie sur la CSG sera en principe un tout petit peu profitable aux salariés, (+ 57F par mois pour un smicard) mais elle maintient le même prélèvement qu'avant sous forme de CSG pour les retraités et les chômeurs. Pour ne vraiment pas être touché par le plan Aubry, il ne faut être ni épargnant ni fumeur et n'avoir

que le RMI pour revenu!

Enfin, la plupart des mesures proposées par Juppé en son temps et qui lui avaient valu les grandes grèves de novembre-décembre 1995 sont maintenues.

La droite ne s'y est pas trompée : Jacques Barrot, prédécesseur d'Aubry au ministère du Travail, a salué ainsi son plan : « La réforme Juppé continue et c'est positif ».

Le gouvernement de gauche a beau monter en épingle que les salariés seront moins touchés que d'habitude – ce qui reste à vérifier – et que quelques ménages aisés seront pénalisés par la diminution de l'allocation de garde d'enfant à domicile – cela ne fait pas du plan Aubry une véritable politique sociale en matière de santé.

Celle-ci consisterait à permettre à tous ceux qui en ont besoin des soins gratuits et accessibles, quitte à prendre pour cela l'argent là où il est vraiment, c'est-à-dire en prélevant sur les profits faramineux de la bourgeoisie et du grand patronat.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas la direction choisie par le gouvernement.

Claire LACOMBE

Jospin à la télé MAIS À QUI S'ADRESSAIT-IL?

Lors de son intervention télévisée du lundi 29 septembre, Jospin a parlé des classes moyennes dont il se veut le défenseur; de ses rapports avec Chirac, corrects et cordiaux; de cette belle entreprise française, Total, qui pourrait « remporter de gros contrats » en Iran si les États-Unis ne s'y opposaient pas; de lui qui « respecte l'intérêt général » et de ses amis du gouvernement qui « ne sont pas différents par essence de l'ensemble des Français ».

Quant à ce qui préoccupe la majorité des travailleurs de ce pays, l'emploi, le temps de travail, les salaires, les propos du Premier ministre étaient bien plus vagues, au point qu'il était parfois difficile de savoir, quand il abordait ces questions, s'il s'adressait aux patrons ou aux salariés.

A propos des 35 heures sans perte de salaire, que Jospin nous avait déjà dit être « anti-économiques », il a expliqué que « l'ensemble des acteurs doit faire des efforts », tout en ajoutant aussitôt à l'adresse des patrons cette fois : « On peut jouer sur le temps. Il ne s'agit pas de passer aux 35 heures tout de suite et l'État peut donner des incitations fiscales aux entreprises... » Si l'on comprend bien, ouvriers et patrons doivent faire des efforts mais avec une sol-

licitude toute particulière à l'égard des patrons qui, eux, seront aidés.

Et lorsque Jospin évoque « la question de la réorganisation des processus de production », sans autre précision, n'est-ce pas là encore un propos qui peut plaire au patronat, qui lui aussi revendique une telle réorganisation en y mettant par exemple l'annualisation du temps de travail?

Enfin, pour ceux des patrons particulièrement obtus qui n'auraient pas encore compris, Jospin a donné dans le concret en soulignant que « les nouveaux employés qu'on embauche quand il y a baisse de la durée du travail sont les employés plus jeunes, donc moins chers ».

Avec de telles orientations, autant dire que la Conférence du 10 octobre sur les salaires et l'emploi n'aboutira à rien pour les travailleurs ou, comme l'on dit, accouchera d'une souris. D'ailleurs, un des conseillers de Jospin chargé d'organiser cette conférence l'a comparée à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Autant dire que les véritables épreuves ne se dérouleront pas là et que ce sera aux travailleurs de montrer leur force, non dans un quelconque salon, mais les usines, les bureaux, les chantiers, la rue.

G.L.

France Télécom

LE PERSONNEL N'A PAS CHANGÉ D'AVIS



La manifestation de France Télécom le 30 septembre 1997 à Paris.

Le 30 septembre, les syndicats CGT et SUD appelaient à une journée d'action contre l'ouverture du capital de France Télécom. Seuls certaines sections ou syndicats départementaux FO et CFDT s'y sont joints, contre l'avis de leur fédération. Selon les syndicats qui organisaient cette journée, il y eut 20% de grévistes (16% selon la direction). Au centre de Paris Archives, on comptait 36% de grévistes.

Des manifestations se sont déroulées dans plusieurs villes. « L'ouverture du capital, c'est la privatisation! Non, non, non, à la privatisation, abrogation de la loi Fillon appliquée par Jospin! Privatiser France Télécom, c'est remettre en cause le service public au profit du fric! » ou encore « Parole donnée, promesse non tenue, on est dans la rue pour le rappeler », tels étaient quelques-uns des slogans criés à Paris dans un cortège dynamique qui a rassemblé environ 2 000 personnes. 400 personnes ont manifesté à Marseille, mais aussi dans bien d'autres villes.

La mobilisation que ces chiffres traduisent n'est certes pas à la hauteur des enjeux pour faire reculer le gouvernement.

Mais il est non moins évident que la fraction, même minoritaire, de grévistes, représente l'hostilité quasi-unanime du personnel à l'ouverture du capital, une opinion qui s'était déjà manifestée lors d'une pétition nationale de la CGT et du référendum organisé par SUD. A la direction de France Télécom et au gouvernement, nul ne peut désormais prétendre que le personnel est favorable à la privatisation.

Bien sûr, il ne faudrait pas que ce mouvement soit sans lendemain. Les motifs de mécontentement restent importants par rapport à tous les mauvais coups que prépare la direction (restructurations, changements d'horaires, mobilité...). Invité par les milieux de la finance de New York, le président de France Télécom, Michel Bon, a vanté la flexibilité de gestion des effectifs assurée par le jeu des préretraites et retraites qui ne sont pas remplacées. « Si les choses tournent mal, a-t-il déclaré, on peut ne pas recruter et obtenir 57 000 départs entre 1996 et 2006 ». A condition, mon Bon, que le personnel vous laisse faire!

Correspondant LO

DERRIÈRE LA DÉMAGOGIE DE LE PEN, DEUX DÉMARCHES DIRIGÉES CONTRE LES TRAVAILLEURS

S'adressant à son public, à l'occasion de la fête du FN, Le Pen a affirmé que le FN était seul à s'opposer à la fois à la droite classique et à la gauche gouvernementale. «De Juppé à Jospin, avec la bénédiction de Robert Hue, sous le regard approbateur de Chirac, c'est bien la même politique maastrichtienne qui continue» a-t-il déclaré.

Il n'est pas nouveau que le démagogue d'extrême-droite mêle ainsi dans une même opprobre droite et gauche. Ses diatribes contre la «bande des quatre» ne datent pas d'aujourd'hui. Mais à partir de cette attitude visant à positionner le FN comme se situant hors du système, et ferraillant sans cesse contre lui, on l'a vu bien des fois varier dans sa tactique, appelant tantôt ses électeurs à faire barrage à la gauche, tantôt au contraire à voter pour le PS afin de faire payer à la droite son refus d'accepter l'alliance avec le FN. C'est dire que derrière les propos tranchés de Le Pen, on peut entrevoir les préoccupations politiques : l'ambition d'être admis au sein de cette bande en tant que composante d'une coalition avec cette droite contre

laquelle il vitupère aujourd'hui.

Sauf que pour l'instant cette droite – dont les choix relèvent de calculs tout autant politiques – se refuse à une telle alliance. Pour l'instant ! Car rien n'exclut que cela puisse changer, sinon à la veille des prochaines élections régionales, du moins au lendemain de celles-ci.

L'intransigeance de Le Pen peut donc n'être rien d'autre qu'une réponse à l'attitude de la droite à son égard. On aurait tort cependant de s'en rassurer. Car même si le FN était admis, dans quelques mois, comme composante d'une alliance avec la droite dite classique, cela ne signifierait pas qu'il aurait rompu avec les thèses qui lui ont permis de développer son audience, le racisme, la xénophobie, la démagogie nationaliste et sécuritaire. Sa démagogie serait prise en compte un peu plus encore par ses partenaires. Car il n'y a pas de barrages, ni politiques ni moraux, qui séparent la droite de l'extrême droite. Il n'y a qu'à voir le nombre de personnalités venant de la droite et que l'on retrouve au FN, et parfois, mais c'est aujourd'hui plus rare qui vont du FN à la droite.

Autre volet du même discours de Le Pen, les propos qu'il a utilisés pour dénoncer l'attitude du gouvernement à l'égard

des travailleurs, lui reprochant pêle-mêle la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, la faiblesse de l'augmentation du SMIC, le bradage des entreprises publiques, la remise en cause, avec la création des emplois jeunes «de la tradition républicaine de recrutement dans la Fonction publique». On peut mettre ces propos au compte d'une démagogie de circonstance ayant pour seul but, à court terme, de capter des voix dans les milieux populaires. Mais on peut y voir aussi, et cela n'est pas contradictoire, un projet se situant dans une autre perspective : celui, déjà affirmé à plusieurs reprises ces derniers temps, en particulier par Bruno Mégret, de prendre racine dans les milieux salariés, au travers d'un discours populiste, où se mêlent intentionnellement la dénonciation des méfaits subis par les salariés et le nationalisme coutumier à l'extrême droite. Le Pen s'est permis de dénoncer le PCF qui «s'est rallié, a-t-il dit, au capital apatride» en acceptant les privatisations. On retrouve là le vocabulaire du discours fasciste, pointant du doigt le capital «apatride» mais pas le capital national, au service, lui, des travailleurs «nationaux».

C'est que le FN garde deux fers au feu. D'un côté il se résér-

ve une voie lui permettant d'accéder aux responsabilités, à commencer par celles qu'il pourrait obtenir en mars prochain au sein des conseils régionaux, dans le cadre de combinaisons politiques. Le résultat de l'élection cantonale partielle de Mulhouse qui a vu le candidat du FN l'emporter peut l'encourager dans cette conviction. Mais de l'autre, et dans le même temps, il n'écarte pas de ses calculs l'éventualité de s'appuyer sur la rue pour s'imposer en dehors des canaux politiques traditionnels.

Dans un cas comme dans l'autre le FN constitue une lourde menace pour le mouvement ouvrier et pour la classe ouvrière, pour ses conditions d'existence et ses droits. Les travailleurs qui, bernés par la démagogie lepeniste, croient

trouver dans le FN le représentant de leurs intérêts, ou tout du moins le porte-parole de leur colère et de leur dégoût, choisissent une attitude suicidaire.

Il est nécessaire et urgent de s'opposer à la montée de l'influence de l'extrême droite, partout où elle se manifeste. Mais sans oublier que les racines qui alimentent cette extrême droite sont le chômage et la misère créés par les patrons et leur soif égoïste de profits ; c'est aussi la corruption qui alimente le monde politique au service de ces patrons. On ne peut non plus contrecarrer le développement de l'extrême droite uniquement par des manifestations qui ne peuvent au mieux que montrer qu'on désapprouve son existence, sans combattre la situation qui lui a permis d'exister et de prospérer. On ne peut combattre l'extrême droite que si on s'attaque au chômage, à la misère qu'il engendre et finalement au système qui est à la source de la crise économique : le capitalisme.

Jean-Pierre VIAL

Le cortège Lutte Ouvrière dans la manifestation contre le Front National du 27 septembre 1997 à Paris.



LA DROITE ET L'ALLIANCE AVEC LE FN

Alliance ou pas avec le FN ? C'est la question qui agite les notables de la droite depuis les dernières élections. Quelques élus ont directement rallié le FN, comme l'ex-UDF Laurent Wetzell, ancien maire de Sartrouville, ou l'ex-RPR Guy Desessart, vice président de la région Picardie. Et dans la perspective des élections régionales, plusieurs notables qui craignent pour leurs postes réclament un accord avec le FN.

Libération relate ainsi qu'à Neuilly-Plaisance, en Seine-Saint-Denis, lors d'une réunion de militants RPR, 95 militants sur 115 présents ont

voté en faveur d'un accord de la droite avec le FN.

Les responsables, eux, ménagent la chèvre et le chou. «Ni alliance ni diabolisation» a dit Eric Raoult, ancien ministre, lors d'un colloque sur la montée du FN. François Léotard, lui, a reproché à Jospin de ne pas recevoir Le Pen sur la question du cumul des mandats et a préconisé «de ne pas exclure la France anxieuse qui vote FN». Pasqua dit que «la question ne saurait être éludée».

Ces précautions de langage montrent l'embarras de la droite. Écartée des affaires depuis la dissolution, elle hésite sur la tactique à suivre pour revenir au pouvoir. «Nous sommes pour longtemps dans l'oppo-

sition» déclarait récemment Balladur. Un autre responsable de droite disait même : «Nous allons peut-être connaître une traversée du désert de 23 ans, comme la gauche de 1958 à 1981». Ce n'est pas tant la popularité de la gauche gouvernementale qui inquiète ces politiciens : depuis le début de la crise, tous les gouvernements se sont rapidement discrédités et l'alternance a joué à toutes les élections législatives : 1981 à gauche, 1986 à droite, 1988 à gauche, 1993 à droite et 1997 de nouveau à gauche. Et le gouvernement Jospin, en poursuivant la politique des précédents gouvernements, risque de décevoir de la même façon son électeur.

Mais qui profitera alors de

ce discrédit ? Eux-mêmes ou le FN ? Depuis treize ans, lentement mais sûrement, le Front National n'a cessé de progresser à leur détriment et en 1997, en se maintenant dans 132 circonscriptions au deuxième tour, il a fait perdre bon nombre de sièges et les dernières élections à la droite.

Alors s'allier avec le FN ? La droite risque alors de perdre des électeurs sur sa gauche tout en légitimant l'extrême droite. S'allier avec les socialistes contre l'extrême droite ? Cela permettrait à Le Pen de se présenter comme la seule force d'opposition de droite et de lui soutirer encore d'autres électeurs.

Le Front National, de son côté, dit qu'il entend «mettre le RPR et l'UDF au pied du mur».

Bruno Mégret, dès juin, a proposé des accords de désistements réciproques. En Seine-Saint-Denis, par exemple, le FN a adressé une lettre à tous les conseillers municipaux RPR, leur proposant une entente RPR-FN, en se disant près le cas échéant à faire élire des présidents de gauche pour sanctionner la droite si elle refuse.

Le Front National apparaît ainsi en position de force vis-à-vis de la droite. Mais c'est bien à la politique des gouvernements de droite, comme de gauche qu'il le doit. En refusant de s'attaquer aux profits patronaux pour endiguer le chômage, en prenant des lois toujours plus sévères contre les immigrés, c'est bien eux qui ont poussé une fraction de l'électorat dans les bras de l'extrême droite.

Christian BERNAC

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

FAIRE BARRAGE AU FRONT NATIONAL

A la fête annuelle du Front National, Le Pen s'est livré à une débauche de dénominations. Toutes les fautes, réelles ou supposées, des gouvernements passés, présents et à venir, ont été clouées au pilori, du « bradage des entreprises publiques », au « raliement au grand capital apatride », en passant par la « hausse limitée du Smic », l'accroissement de « la flexibilité et de la précarité du travail », la « préférence immigrée ou étrangère », les « mesures anti-familiales » ou le plan anti-chômage pour les jeunes « qui se retrouveront au chômage dans cinq ans ».

Un programme, ce salmigondis de préjugés stupides et de dénominations de malheurs réels ? Ce n'est pas le problème de Le Pen. Il fait feu de tout bois et fait fi de toute cohérence. Peu importe que son soudain intérêt pour les entreprises publiques soit contradictoire avec tout ce qu'il a pu dire auparavant. L'important est de sauter sur tous les mécontentements qui s'expriment, ou plutôt de les utiliser. C'est la démagogie d'extrême-droite dans toutes ses outrances, tous ses culots... et tout son mépris pour la masse des gens qu'on veut attirer ou flouer.

Car dans quel but, ces diatribes et invectives ? Dans le but de récupérer des voix. Encore des voix. Toujours plus de voix, d'élections en élections. Depuis les années 1983-1984, les politiciens du Front National ont commencé à percer, dans le terreau du chômage et des déceptions engendrées par les gouvernements de gauche ou de droite qui se sont succédé. Mais la source ne semble pas tarie. Les premiers mois du nouveau gouvernement Jospin semblent continuer à pousser des voix vers le Front National.

Les résultats des toutes dernières élections cantonales partielles confirment que la récente débâcle électorale de la droite bénéficie pour le moment au F.N., même si ces consultations électorales n'ont pas été assez nombreuses pour être vraiment représentatives, même si elles ont été marquées par un taux d'abstentions considérable. A Mulhouse, le candidat lepéniste a cette fois remporté le siège contre le candidat socialiste sortant. Il est vrai qu'il devançait déjà la droite classique aux dernières cantonales. Mais d'autres candidats du F.N. se retrouvent pour la première fois, au second tour, être les uniques candidats de droite face à un candidat du PC (à Blanc-Mesnil en Seine-St-Denis) ou du PS (à Epinay-sur-Seine en Seine-St-Denis et à Lille-Sud dans le Nord).

Alors Le Pen se précipite dans la brèche qui semble ouverte et proclame de façon tonitruante que le Front National est désormais le principal parti d'opposition au gouvernement. Il annonce même la constitution d'un « pré-gouvernement » qui préparera les « cadres du mouvement » à gouverner le pays.

Un « pré-gouvernement » ? Parce qu'il ne s'agit encore que d'une perspective ? Ou pour indiquer aux notables RPR ou UDF,

dont certains sont venus se montrer à la fête des « bleu-blanc-rouge », qu'il y aurait encore de la place, sans doute beaucoup de place même, dans l'embarcation ? Et dans l'immédiat, pour ceux qui dans les élections à venir, renverraient correctement l'ascenseur au second tour.

En fait, derrière les rodomontades et les soi-disant intransigeances, c'est une façon pour Le Pen de rappeler qu'il est prêt à gouverner, le cas échéant, avec les gens qu'il dénonce. Sans aucun doute parce qu'il sait que c'est vice-versa. Une partie de la droite classique n'est-elle pas prête à faire sa politique, quand elle ne l'a pas déjà faite en partie dans des gouvernements passés. Par exemple Pasqua et Debré en adoptant des lois et des règlements anti-immigrés des plus réactionnaires.

Et le gouvernement de gauche actuel ne cède-t-il pas au fond de la même façon à la pression et à la politique de l'extrême-droite ? Il n'ose pas abroger les lois scélérates. Il sait pourtant risquer d'être impopulaire lorsqu'il y va des intérêts fondamentaux des patrons.

Dans l'immédiat, Le Pen vise à avoir toujours plus de députés, sénateurs, conseillers municipaux, généraux ou régionaux (voir prud'hommes, dans les deux collèges, patrons et ouvriers !). Et c'est sur cette perspective d'accéder ou de se maintenir à la mangeoire qu'il tente d'attirer des notables transfuges d'autres partis. Comme tous les autres partis, donc, ni plus, ni moins. Autant pour les grands airs de propriété et d'honnêteté !

Cela ne retire rien à l'indéniable danger qu'il représente. Il pèse déjà dans un sens largement réactionnaire sur la vie sociale et économique. Et s'il ralliait par ses diatribes et son semblant d'intransigeance encore davantage d'électeurs des classes populaires, qui lui serviraient de marche-pied pour accéder au pouvoir, il pourrait le faire bien davantage demain au gouvernement, même dans un gouvernement partagé avec d'autres.

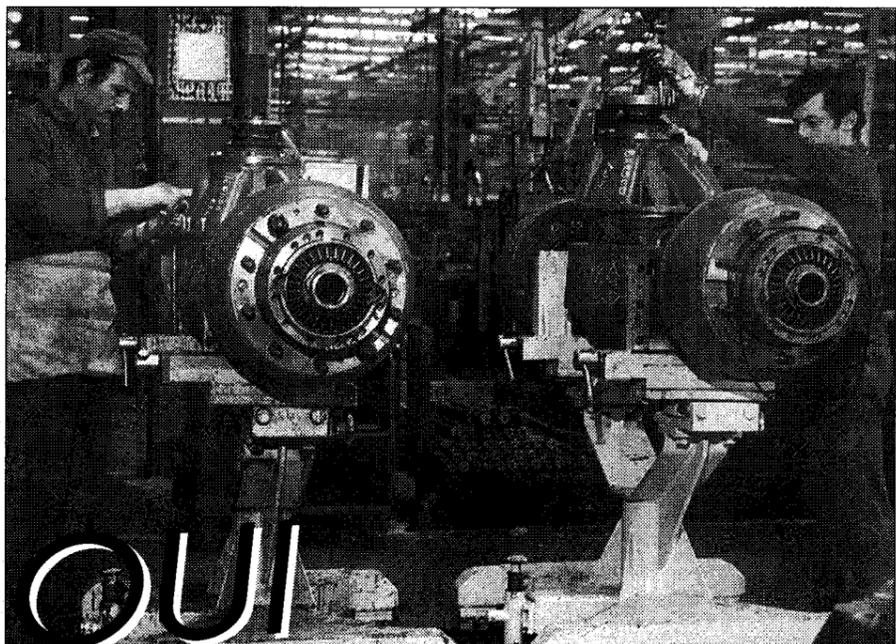
Seul le mouvement ouvrier peut empêcher les plus pauvres parmi les travailleurs ou les chômeurs de finir par se laisser bernier par le Front National. Mais il ne suffit pas pour cela des seules dénominations.

Il importe d'abord de ne pas être confondus, aux yeux des plus démunis, avec un gouvernement qui prend la responsabilité des coups qu'ils reçoivent. Il importe avant tout d'être des opposants irréductibles, déclarés et sans compromissions à ce gouvernement. Il faut que Le Pen ne puisse pas prétendre être la seule et unique force d'opposition.

L'extrême-gauche ne fera pas cela en manifestant, en tout cas en manifestant seulement, mais en proposant à tous les travailleurs, à tous les chômeurs, un programme et des perspectives de lutte pour mettre un terme à une situation économique et sociale insoutenable.

Michelle VERDIER

Leur société



OUI IL FAUT TRAVAILLER MOINS !

La durée légale du temps de travail en France est de 39 heures. Ça, c'est la loi. En réalité, les salariés travaillent bien plus. Une enquête de l'Institut national de la statistique a révélé que, toutes catégories confondues, la durée du travail pour un salarié à temps complet est de 41 heures 5 minutes (41 h 48 pour les hommes, 39 h 56 pour les femmes). Soit donc, deux heures de plus en moyenne.

Il y a un peu plus de soixante ans, en 1936, la semaine légale était de 40 heures. Dans les faits, on en est à 41 heures. Belle reculade ! Compte tenu des fantastiques progrès des techniques et de la productivité sans cesse croissante, il faudrait aujourd'hui travailler beaucoup moins de 39 heures, et même de 35 heures.

Que les salariés travaillent plus, produisent plus, sans pour autant gagner plus d'ailleurs, voilà qui convient fort bien au patronat. Gandois, le patron des patrons, dit sur tous les tons qu'il n'est pas question, pour lui et ceux qu'il représente, de diminuer le temps de travail, avec des salaires maintenus. Baisser les horaires, instaurer la flexibilité, jusqu'à supprimer des postes de travail, ça il veut bien. C'est même ce qu'il fait.

Et comme si Gandois avait besoin d'un écho, Jospin lui a répondu que, pour sa part, il n'était pas pour les 35 heures payées 39, oubliant une fois encore les déclarations préélectorales de son parti.

En effet, avant les élections législatives de mai 1997, le Parti Socialiste proposait, dans une déclaration commune avec le PCF, « qu'au début de la législature, après consultation des partenaires sociaux, une loi-cadre

soit adoptée, qui abaisse, sans diminution de salaire, l'horaire hebdomadaire de travail à 35 heures ». Dans une autre déclaration, avec les Verts cette fois, il affirmait : « Pour créer des centaines de milliers d'emplois, la réduction massive, rapide et générale du temps de travail sera tout de suite mise en œuvre par une loi-cadre sur les 35 heures, sans diminution de salaire, et s'ouvriront des négociations avec les partenaires sociaux sur les 32 heures et la semaine de quatre jours, aboutissant dans le cadre de la législature ».

Mais déjà avant le scrutin, lorsque le PS s'exprimait seul, son propos était quelque peu différent : « La conférence de l'emploi, des salaires et de la réduction du temps de travail que nous proposons et qui se réunirait après l'indispensable audit des finances publiques, au mois de juillet, scellerait un pacte. L'État désignerait le cap à tenir, celui du passage progressif aux 35 heures à la fin du siècle, sans diminution de salaire ». Un petit effort supplémentaire dans le mauvais sens, et Jospin a satisfait Gandois avec ses récentes déclarations concernant le temps de travail et les salaires.

G.L.

Algérie

QUELLE ISSUE POUR LE PEUPLE ALGÉRIEN ?

Le massacre effroyable qui, dans la nuit du 22 au 23 septembre, a fait vraisemblablement près de 200 morts à Bentalha, aux abords d'Alger, a été revendiqué par des représentants des GIA (Groupes Islamiques Armés). Il vient après une série d'autres massacres comme celui de Sidi Raïs, là aussi près d'Alger, il y a tout juste un mois. Les commandos ont agi avec la même barbarie, assassinant des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards. La presse a noté qu'une nouvelle fois cette tuerie s'est produite dans une zone où la population se montre fidèle aux islamistes de l'ex-FIS. Et ce choix était sans doute destiné à démontrer aux dirigeants islamistes, au pouvoir et à la population que les Groupes Islamistes Armés ont les moyens de continuer à faire régner la terreur, quelle que soit la violence de la répression organisée par le régime et quels que soient les choix tactiques des dirigeants historiques de l'ex-FIS. Au moment où Abassi Madani et les dirigeants de l'Armée Islamique du Salut (l' AIS, liée au FIS) semblent prêts à renoncer à la

lutte armée pour s'engager vers une négociation avec le pouvoir, les GIA ont voulu prouver que les représentants de l'ex-FIS n'avaient pas la maîtrise de la situation.

Les divisions au sein de la mouvance islamiste ne sont pas nouvelles. Elles sont aussi très diverses. L'interdiction du FIS et le fait que depuis 1992, ce parti soit exclu de la vie politique légale a permis au courant modéré, dirigé par Mahfoud Nahnah, d'occuper, en particulier sur le plan électoral, une place que l'ex-FIS aimerait reconquérir. A ce titre, le fait que dans un avenir proche les gestes très mesurés et ponctuels du pouvoir à l'égard des représentants de l'ex-FIS aboutissent à un compromis permettant par exemple à ce parti de participer à des élections, fut-ce sous un autre nom, seraient sans doute pour l'ex-FIS une façon de sortir de la marginalisation.

Quant aux dirigeants algériens, ils ont sans doute aussi intérêt vis-à-vis de l'opinion mondiale à paraître tenter de régler sur le plan politique un problème qui, après plus de cinq ans de crise et de massacres, n'a de toute évidence pas été réglé par des

moyens militaires.

La sortie de prison de deux des chefs historiques du FIS, Abdelkader Hachani et Abassi Madani, l'annonce de l'arrêt de la lutte armée par le responsable de l'Armée Islamique du Salut (l' AIS), tout comme la poursuite de discussions entre des représentants de l'ex-FIS et des représentants du pouvoir sont des signes de détente. Mais ces gestes ne veulent pas dire pour autant qu'un compromis est possible ni même que les différentes parties concernées le recherchent de façon durable. La presse parle de tensions entre des dirigeants de l'armée favorables à de plus larges concessions à l'ex-FIS et Zeroual. Des rumeurs évoqueraient la possibilité de changements au sommet, voire de coup d'État. Mais rien ne dit qu'il en soit ainsi, ni que les sphères dirigeantes de l'armée aient opté pour un compromis avec les dirigeants de l'ex-FIS car elles savent très bien que ceux-ci veulent conquérir et exercer le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir qui oppose les dirigeants actuels aux islamistes est loin d'être terminée. Ce conflit entre les dictateurs au pou-

voir et ceux qui veulent les remplacer a déjà coûté très cher à la population algérienne. Des milliers de personnes ont été tuées. Des milliers et des milliers d'autres vivent dans la peur des attentats, des massacres, des représailles de l'armée, en sachant que dans cette situation confuse les populations ne peuvent compter sur personne. Tous les commentateurs ont remarqué qu'aucune force de l'armée ni de la police n'était intervenue pour arrêter des massacres commis à peu de distance de casernes et de villes importantes. Quelles qu'aient été les raisons précises de cette passivité, celle-ci montre en tout cas que la population ne peut attendre aucune protection, aucun secours de la part des dirigeants actuels.

Personne ne défendra les intérêts et la vie de la population des quartiers ouvriers, des villages, des quartiers pauvres, si ce n'est elle-même. Il n'y a pas d'autre solution pour elle que de s'organiser pour cela, et de s'armer (et ce n'est pas le plus difficile car elle l'est déjà en partie). Elle pourrait alors prendre en main la défense de sa sécurité

pour se protéger des raids des bandes islamiques et des exactions des militaires lors des expéditions punitives. Mais il serait aussi vital qu'elle intervienne pour la défense de ses intérêts sociaux, pour combattre la misère, le chômage, le démantèlement de tous les services publics. Il faudrait qu'elle empêche les fermetures d'usines, les licenciements, qu'elle exige le paiement des salaires, pour imposer que toute la population puisse se nourrir normalement. Il faudrait prendre pour cela sur les profits des entreprises privées, imposer que l'argent de l'État soit utilisé pour satisfaire les besoins vitaux de la population.

C'est là une lutte difficile, c'est certain. Mais ce combat coûterait moins cher au peuple algérien que la situation actuelle. Et c'est en s'engageant dans cette direction que la classe ouvrière algérienne encore concentrée dans certains centres industriels, rassemblée dans les quartiers pauvres des grandes villes et des immenses banlieues pourrait sortir, avec toute la société algérienne, de l'impasse dans laquelle le pays s'enfonce depuis plus de dix ans.



La police empêche la foule d'approcher du lieu du massacre de Bentalha.

AFP

Grande Bretagne

ENTRE BLAIR ET LES MILITANTS TRAVAILLISTES, C'EST LA LUNE DE FIEL

Le congrès annuel travailliste qui s'est ouvert à Brighton le 29 septembre devait être, selon les commentateurs, le « congrès de la victoire ». Et dans une large mesure c'est bien le cas. Néanmoins, si Blair espérait y obtenir sa consécration de leader incontesté et adulé, c'est raté.

Avant même l'ouverture du congrès, la pile des motions hostiles à la politique de la direction travailliste avait en effet déjà atteint un volume sans précédent. C'est que les militants du parti ont bien des raisons d'en avoir gros sur le cœur. Sans doute leur parti est-il au gouvernement, enfin, après 18 ans d'attente, mais pour y faire quoi ? Depuis que Blair est arrivé au pouvoir à la suite des élections du 1^{er} mai

dernier, sa politique ne s'est pas écartée de l'austérité antiouvrière de ses prédécesseurs conservateurs. Pire, depuis la rentrée politique du début septembre, il ne cesse d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité que les Conservateurs n'avaient jamais osé appliquer – qu'il s'agisse de la réduction de la protection sociale, de l'introduction de frais de scolarité obligatoires pour les étudiants (environ

10 000 F par an), de la poursuite des privatisations, sans parler du blocage des salaires dans le secteur public.

Qui plus est, si les délégués au congrès ont encore la possibilité d'y exprimer leurs rancœurs cette année, ce pourrait bien être la dernière. Car l'un des objectifs de Blair est d'y faire adopter un nouveau règlement intérieur du parti, au nom de sa « modernisation » bien entendu, qui renforcera le contrôle de l'appareil sur ses structures et fera de son congrès une simple chambre d'enregistrement de la politique de sa direction – réforme qui a suscité à elle seule 109 motions hostiles.

Cependant Blair ne s'attendait visiblement pas à ce que

l'élection du Comité exécutif du parti devienne pour lui un camouflet cuisant, comme cela a été le cas avec l'élection de Ken Livingstone, un des ténors de la gauche travailliste, contre le candidat le plus lié à sa personne, Peter Mandelson, son conseiller personnel de longue date et son homme à tout faire au sein du gouvernement.

Cela dit, c'est maintenant un combat d'arrière-garde que mènent les opposants de Blair. Le Parti Travailliste, tout démocratique qu'il soit en apparence, est et a toujours été une machine bien huilée au service de sa direction. Et puis Blair a l'appui des appareils syndicaux, à qui sa politique peut donner une place d'interlo-

cuteurs privilégiés dans la collaboration entre patronat et gouvernement.

Malgré tout, ces expressions de mécontentement font plutôt désordre dans l'image que Blair essaie de se donner. Mais elles expriment certainement mieux les rancœurs d'une grande partie de la population laborieuse que ce sondage, commissionné par l'un des milliardaires qui se sont tout récemment sentis une âme travailliste et que l'appareil de propagande du parti vient de sortir de son chapeau. Ce sondage donnerait à Blair 93 % d'opinions favorables. Il est vrai que la question posée n'a pas été précisée, mais quand même !

F.R.

L'accord
entre Total
et l'Iran

IL Y A CE QU'ON DIT IL Y A CE QU'ON FAIT

C'est avec le soutien complet de l'État français que le groupe pétrolier Total, qui aspire à devenir un des leaders du secteur du gaz, a signé un important contrat avec l'État iranien pour exploiter l'un des plus gros champs de gaz naturel du monde.

Total va y investir pas loin de 12 milliards de francs (en partenariat avec le russe Gazprom et le malaisien Petronas) pour développer un gisement situé dans les eaux du golfe Persique.

Or les États-Unis, après un premier contrat déjà signé par Total avec l'Iran, avaient adopté en août 1996 une loi interdisant à toute société, américaine ou non, d'investir, sous peine de sanctions, plus de 240 millions de francs en Iran ou en Libye, deux États que les États-Unis maintiennent

depuis des années au ban des nations.

L'accord signé, Américains et Européens sont montés sur leurs grands chevaux. Washington entend « agir conformément à la loi ». La Commission européenne déclare toute éventuelle mesure de rétorsion américaine « illégale et inacceptable ».

Le gouvernement français n'est pas en reste. Lundi 29, Jospin a dit, à TF1, son soutien sans réserve au groupe Total : « Ce n'est pas parce que le Congrès américain

prend des lois pour les entreprises américaines qu'elles doivent s'appliquer aux entreprises françaises. Les Nations Unies n'ont pas décidé un embargo sur l'Iran. Cette entreprise a la possibilité de remporter de gros contrats. Personnellement, je m'en réjouis. » Si une pointe d'antiaméricanisme permet de faire diversion sur sa politique sociale ici, pourquoi se priver ?

Que risque Total ? Pas grand-chose, semble-t-il, car l'administration américaine ne

peut guère s'en prendre aux filiales américaines du groupe, parce que cela reviendrait à s'en prendre à des intérêts américains !

Mais la colère officielle américaine cache peut-être autre chose : depuis un moment, les compagnies américaines lorgnent vers le golfe Persique et trouvent les choix américains contraignants. Cet été, l'administration américaine a donné le feu vert à la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et la Turquie, via... l'Iran. Même

si elle a accompagné cette acceptation de déclarations prétendant qu'il n'y avait « pas de virage », qui a-t-elle trompé ? Pas le groupe Total et le gouvernement français, apparemment.

Et derrière les rododontades des uns et des autres, il y a cette réalité : la soif manifestée par une poignée de groupes capitalistes pour ces réserves de matières premières qui pourraient encore augmenter leurs profits.

J.F.

États-Unis

Depuis le début de l'année, Clinton a multiplié les gestes pour que l'année 1997 soit, paraît-il, une « année de débats » sur les questions raciales. Les incendies d'églises noires dans le Sud ont fourni un sujet, puis il a eu l'idée d'un texte présentant des excuses officielles à propos de l'esclavage. Le quarantième anniversaire de l'affaire de Little Rock vient de lui en fournir une nouvelle occasion.

En 1954, la Cour Suprême des États-Unis avait affirmé à l'unanimité que la ségrégation était inégalitaire. Cette arrêt allait fournir des arguments au mouvement noir pour les droits civiques qui allait secouer les États-Unis de 1955 aux années soixante-dix. Pour faire avancer sa cause, le mouvement allait notamment s'en prendre aux différentes formes de ségrégation dans les transports, dans les lieux publics et bien sûr dans les écoles.

40 ans après « Little Rock »

CLINTON PRÉFÈRE LES MOTS À UNE LUTTE SÉRIEUSE CONTRE LA PAUVRETÉ

Malgré une description de la situation actuelle et des conclusions optimistes, à l'heure où un État aussi puissant que la Californie, autrefois à la pointe de l'intégration, la remet en cause, il lui a bien fallu admettre que, « dans de nombreux endroits, celle-ci n'existe pas, parce qu'on y conserve des systèmes ségrégationnistes », ajoutant

que « de trop nombreuses minorités raciales vivent encore dans des lieux où il n'y ni possibilité de s'éduquer ni débouchés économiques ».

Car si les programmes d'intégration scolaire ont permis à une partie de la classe moyenne noire d'accéder à la formation et à une certaine réussite sociale dans certains secteurs d'activité

comme l'armée, la politique et la presse, la situation des travailleurs noirs, elle, s'est considérablement détériorée.

Les années quarante avaient vu certaines grandes entreprises s'ouvrir à eux. Ils ont été aux premières loges quand la restructuration de l'industrie, et les licenciements qui allaient avec, a commencé à partir des années

soixante-dix.

De fait, deux générations après le jugement déclarant inconstitutionnelle la ségrégation dans les écoles, les discriminations n'ont pas vraiment cessé, à commencer par la plus forte : la discrimination sociale.

Plus de la moitié des enfants américains noirs naissent dans la pauvreté. En moyenne, les Noirs

CEUX DE LITTLE ROCK

Le 5 septembre 1957, suite à la décision d'un tribunal fédéral, neuf écoliers noirs (six filles et trois garçons) se présentaient à la porte de l'école de Central High à Little Rock, en Arkansas, l'État dont Clinton allait être ensuite le gouverneur avant de devenir président. Le gouverneur de l'époque, Orval Faubus, nouvel élu, était hostile à l'intégration scolaire. Soutenu par une population locale raciste, il fit appel la Garde Nationale pour empêcher les neuf jeunes

de rentrer dans l'école.

Mais le président des États-Unis d'alors, Eisenhower, annonça de son côté qu'il ferait respecter la décision de la Cour Suprême. L'épreuve de force commençait. Quinze jours plus tard, un juge notifiait au gouverneur qu'il lui fallait céder. Le 23 septembre, les neuf jeunes entraient dans l'école, mais dehors une foule hystérique d'un millier de personnes se massait et menaçait de les lyncher. Cédant à cette pression, la municipalité demanda

aux écoliers noirs de quitter l'école.

En réponse, les organisations noires exigèrent de l'État fédéral qu'il assure la protection des neuf jeunes. L'État envoya alors un millier de parachutistes, épaulés par 10 000 membres de la Garde Nationale, cette fois du côté des neuf jeunes, ce qui déclencha la colère des élus sudistes et d'une partie de la population. Les plus réactionnaires comparaient cette intervention à celle des chars russes à Budapest en

Des racistes blancs, huant une écolière noire.

1956 ! Mais, finalement, les racistes plièrent.

Quarante ans après, cette même école accueille 58 % d'élèves noirs. On pourrait y voir une sorte de réussite. Cependant un hebdomadaire américain notait récemment

Mines anti-personnel

Un projet de traité vient d'être adopté à la conférence d'Oslo, le 18 novembre, interdisant la production, le stockage, l'exportation et l'emploi des mines anti-personnel. Le traité définitif devrait être signé à Ottawa (Canada) début décembre, pour n'entrer en vigueur que beaucoup plus tard.

Les mines anti-personnel, comme leur nom l'indique, sont destinées à exploser lorsque des personnes marchent dessus. Au fil des décennies elles sont devenues très simples à fabriquer. On peut en faire des « bas de gamme » pour seulement 3 dollars pièce. Toutes les grandes puissances en font, et bon nombre de petites. La généralisation des matières plastiques les ont rendues quasiment indétectables. Après en avoir parsemé les abords des champs de bataille, ou les endroits où l'on ne veut pas que passe l'ennemi, plus per-

LE DÉSARMEMENT N'EST PAS POUR DEMAIN

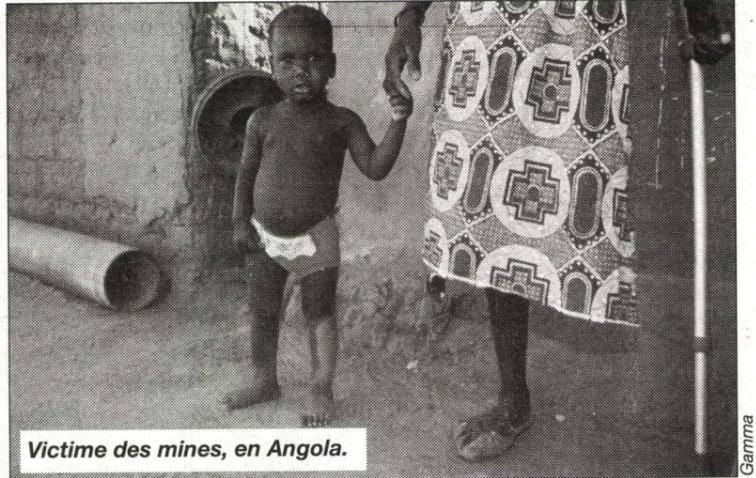
sonne ne sait où elles se trouvent. Durant la guerre du Vietnam, les USA en ont lâché des quantités par avion...

La guerre de 14-18 a fait cadeau aux générations actuelles de bon nombre d'obus que l'on retrouve non explosés, par exemple dans l'Est et le Nord de la France. La guerre de 1939-1945 a fait de même, dans de nombreux points du monde. Mais les mines anti-personnel c'est autre chose : il y en aurait 110 millions disséminées sur la planète, dans 64 pays. Chaque mois elles tuent ou mutilent 2 000 personnes (une toutes les vingt minutes). Principalement des paysans qui tentent de cultiver des champs et des enfants qui jouent. Les guerres ont beau être finies, les mines continuent d'exploser. Au moins un quart de million d'hommes, femmes et enfants, sont handicapés par ces mines. Et cela continue. Le déminage est délicat, dangereux, et coûte très cher. Au rythme actuel il faudrait une dizaine de siècles

pour déminer la planète. Et cela empire constamment : selon la Croix-Rouge Internationale on pose 2 millions de mines supplémentaires chaque année, alors qu'on en enlève à peine 10 000 ! Les générations futures devront donc faire attention où elles mettent les pieds, et pourront remercier les États, les militaires, les chefs de bandes et les industriels responsables de tout cela !

Selon les représentants des pays et des organisations non gouvernementales qui se sont réunis à Oslo, il s'agissait d'obtenir au moins qu'on cesse d'en fabriquer et d'en poser de nouvelles. Ce serait en effet le minimum. Ils se réjouissent donc de l'accord... Mais pourtant on ne peut qu'en déplorer les limites.

D'abord les États ont trois ans pour apposer leur signature. Ce n'est que lorsque quarante d'entre eux auront ratifié l'accord que celui-ci entrera en vigueur. Beaucoup d'entre eux, et non des moindres (le Japon, l'Australie, la Pologne, l'Inde, la Chine, le Pakistan, et surtout les USA), ont laissé entendre ou carrément annoncé qu'ils ne signeraient pas. Les USA objectent qu'en Corée du Sud, à la frontière du Nord, ils ont des champs de mines anti-chars, lesquels sont « couverts » par des mines anti-personnel, et qu'ils ne veulent pas y renoncer (à part cela Clinton se dit grand ami de feu Diana qui fit campagne contre ces mines). L'Inde ne répudiera les mines, armes des pauvres, que lorsque les grandes puis-



Victime des mines, en Angola.

sances renonceront aux armes nucléaires. Ce n'est évidemment pas demain la veille. Le Pakistan n'arrêtera de faire des mines que lorsque l'Inde en fera autant, etc.

Autant dire que l'accord d'Oslo est loin de contraindre qui que ce soit à arrêter de poser des mines. Et l'on est officiellement en période de paix. En cas de guerre, tous les beaux accords éventuels voleront en éclats, encore plus vite que les mines elles-mêmes. Quel pays en guerre, ou simplement soutenant un allié en guerre, renoncera à les utiliser ? Au Moyen Age un concile avait prétendu interdire l'arbalète, arme indigne des chrétiens, et plus tard le pacifiste Nobel espérait que la dynamite empêcherait les guerres. Les conférenciers d'Oslo

n'empêcheront pas plus l'horreur des guerres, ou en l'occurrence des après-guerres, au moyen de l'encre des stylos.

Les mines tuent des femmes, des hommes et des enfants innocents, et le fait qu'elles tuent aussi des combattants n'est pas plus excusable ! Mais ce sont les hommes qui les fabriquent et les posent, et elles sont les produits d'une organisation de la société dans laquelle l'horreur n'a jamais fait reculer ni les hommes de guerre ni les hommes de fric. Tant que ce système existera, les atrocités, celle des mines comme tant d'autres, ne pourront que continuer.

Il faut renverser le système, dans l'intérêt des générations actuelles et encore plus des générations futures.

André VICTOR

CREUX

touchent 75 % de ce que gagnent leurs homologues blancs. Et le reste ne peut qu'en découler : un tiers des 16-25 ans échouent dans le secondaire. Deux hommes sur cinq ont affaire au système judiciaire et carcéral. Et l'on s'attend pour 2001 à une réduction de 80 % du nombre des jeunes issus des communautés non blanches s'inscrivant à l'université.

S'inspirant de l'exemple des ressortissants japonais qui furent enfermés dans des camps de

concentration par l'État américain pendant la Deuxième Guerre mondiale et qui reçurent, en dédommagement après la guerre, une forte indemnité, certains porte-parole noirs suggèrent que... l'esclavage soit lui aussi indemnisé et que des fonds soient débloqués pour éradiquer la pauvreté de la population noire.

Mais lutter sérieusement contre la pauvreté - il faudrait pour mener à bien ce combat s'en prendre aux plus riches - n'est évidemment pas dans les objectifs de l'État américain. Là-bas comme ici, l'argent va aux plus riches et il ne reste à Clinton qu'à multiplier les gestes symboliques qui ne coûtent pas grand-chose.

Jacques FONTENOY



que, là où il y a apparemment une certaine intégration scolaire, elle n'est que superficielle : « La plupart des Noirs viennent à l'école à pied ou en bus et entrent par la porte principale. La plupart des Blancs arrivent avec leur voiture et

entrent par une porte latérale, près du parking. Les Noirs prennent leur repas à l'intérieur de l'école, alors que les Blancs déjeunent à l'extérieur ».

J.F.

MISÈRE ACCRUE POUR 500 MILLIONS D'HOMMES

Un nouveau rapport de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) confirme que les pays les plus pauvres de la planète s'enfoncent toujours plus profondément dans la misère.

Cela concerne 48 pays regroupant tout de même 500 millions d'habitants et que le rapport appelle pudiquement - hypocritement - les « PMA », les pays les moins avancés.

Il serait plus exact de parler des pays les plus abandonnés de la pla-

nète. La survie de pays comme la Somalie, l'Afghanistan ou le Burundi et bien d'autres dépend des matières premières qu'ils ont à échanger avec les pays riches : soit ils n'en ont pas, soit les prix de ces matières premières s'effondrent à cause du ralentissement de la production mondiale.

Alors, les États impérialistes en profitent sans vergogne : la croissance ralentit (-0,5 % entre 1995 et 1996), leur population est de plus en plus mal nourrie avec un revenu moyen

par habitant d'environ 100 F par mois, mal soignée, et l'aide promise par les pays riches au cours des conférences des Nations Unies diminue.

Un rapport vient de temps en temps tirer ainsi un signal d'alarme et quantifier la progression de la misère. Mais le rapport comme les pays dont il dénonce les conditions de vie tombent bien vite aux oubliettes. Et les affaires continuent ailleurs...

Claire LACOMBE

Afrique

Un indicateur significatif de la régression économique des pays pauvres est le taux de mortalité.

Pendant longtemps, en Afrique sub-saharienne, l'espérance de vie, bien qu'encore très éloignée de celle des pays riches (76 ans en France), a augmenté régulièrement. Mais depuis deux ans, à cause du SIDA, du retour de la tuberculose et de l'extension d'autres maladies comme le choléra ou le paludisme, l'espérance de vie serait repassée selon de récents rap-

ports au-dessous de la barre de 50 ans. La mortalité infantile se chiffre à elle seule à 17,4 % !

Le phénomène n'a rien de « naturel ». La hausse des prix provoquée par la dévaluation du franc CFA a multiplié par deux le prix des médicaments en Afrique francophone, les soins sont coûteux, les dispensaires trop rares et l'eau potable manque pour presque la moitié des Africains.

La mortalité a pour cause directe la misère, elle-même provoquée

par la politique économique des pays riches.

Alors que la presse salue ici les progrès de la recherche dans les soins apportés aux malades du SIDA, que les vaccins existent dans les pays riches contre la plupart des maladies qui tuent aujourd'hui en Afrique, la situation sanitaire existant dans ces pays reste un vrai scandale.

C. L.

Indonésie

POUR LE PROFIT DES COMPAGNIES FORESTIÈRES

Ce sont vraisemblablement les fumées dégagées par les gigantesques incendies de forêts qui sont à l'origine de l'accident de l'Airbus en Indonésie, faisant 234 victimes. Elles sont aussi en cause dans la collision entre deux bateaux dans le détroit de Malacca, par manque de visibilité, où 29 personnes ont péri. Et si, pour l'instant, seul un petit nombre de personnes seraient décédées par suite de l'inhalation des fumées toxiques, les conséquences sur la santé des habitants exposés risquent d'être dramatiques, entraînant des problèmes respiratoires pouvant être mortels chez les personnes fragiles.

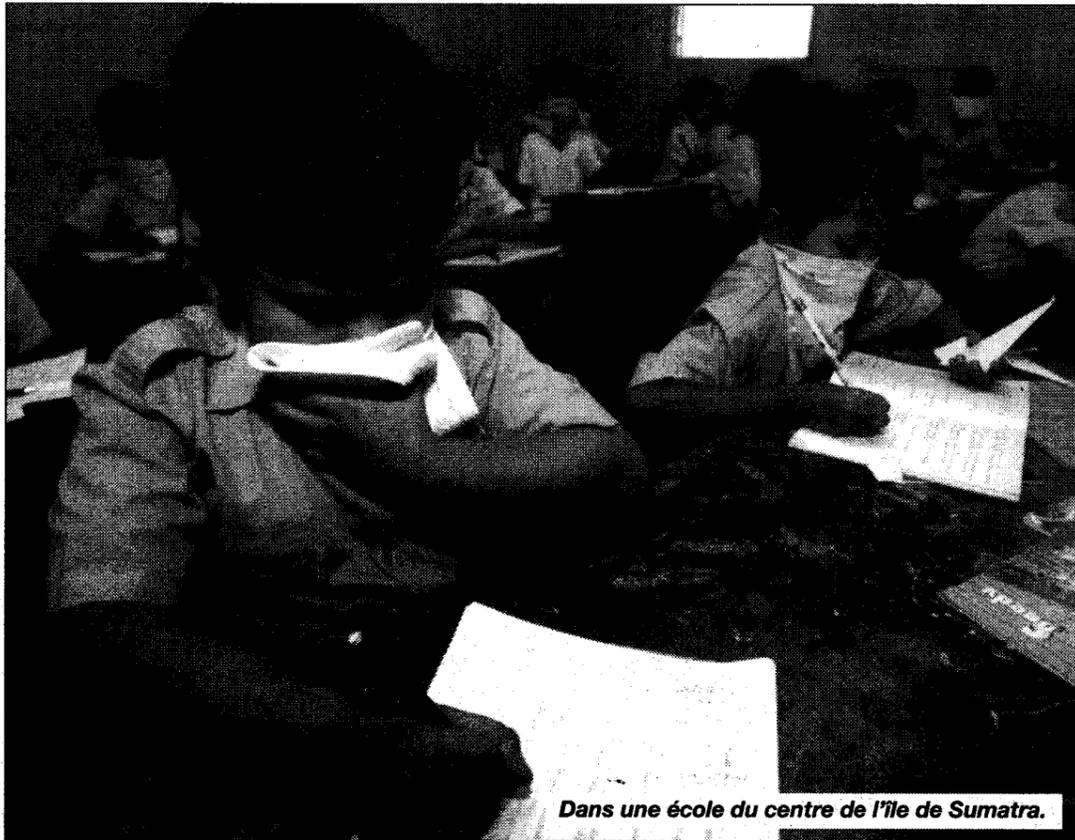
Cela fait maintenant plus de deux mois que les forêts brûlent, sur les îles de Sumatra et Kalimantan (la partie indonésienne de Bornéo), recouvrant une partie de l'Asie du Sud-Est d'un épais brouillard, qui réduit la visibilité à 50 ou 100 mètres, voire moins dans les régions proches des foyers. La situation est telle que onze aéroports indonésiens et huit malais ont été fermés, et les sociétés étrangères implantées en Indonésie commencent à évacuer leurs ressortissants.

Ces incendies ne sont pas dus à la fatalité mais ont été allu-

més par de grandes compagnies qui exploitent la forêt tropicale. Pour planter des palmiers à huile ou des essences pour produire de la pâte à papier, dont la demande est forte sur les marchés occidentaux, elles dégagent du terrain en brûlant la forêt primitive, ce qui leur revient moins cher que de le faire au bulldozer.

700 000 à 800 000 hectares de forêt sont ainsi partis en fumée cette année; en 1983-1984, les incendies en avaient détruit un million. Cette pratique est en effet habituelle, et le gouvernement indonésien laisse faire. Si les incendies ont pris cette année une telle ampleur, c'est dû au phénomène climatique baptisé « El Niño » (le déplacement des eaux chaudes du Pacifique sud vers les côtes américaines), qui retarde l'arrivée, dans la région indonésienne, des pluies tropicales, seules capables d'éteindre des incendies de cette ampleur.

« El Niño » ou pas, sécheresse ou pas, le gouvernement indonésien laisse les mains libres aux grosses compagnies pour détruire les forêts et allu-



Dans une école du centre de l'île de Sumatra.

mer ces incendies catastrophiques. Il ne fait rien non plus maintenant pour la population qui en subit les conséquences. Aucun plan d'urgence n'a été établi; quant à quitter la zone,

seuls quelques privilégiés peuvent le faire. Pendant ce temps, des dizaines de millions de personnes sont contraintes de respirer cet air empoisonné, simplement parce qu'une poignée

de profiteurs et les gouvernements qui leur sont liés sont prêts à détruire la planète plutôt que de diminuer leurs profits.

Marianne LAMIRAL

Pologne

LE RETOUR DE LA DROITE

Lors des élections polonaises du 21 septembre dernier, pour le renouvellement de l'Assemblée nationale et du Sénat, la coalition dirigée par l'ex-PC allié au parti paysan, le PSL, a perdu le pouvoir. Le président de la République, Kwasniewski, vient d'ailleurs de demander au principal parti de droite sorti vainqueur de ces élections, l'AWS, de former le gouvernement.

Le parti sortant premier des résultats est en effet l'AWS, avec 33,83% des voix. Cette coalition de droite autour de Solidarité a axé sa campagne sur les valeurs traditionnelles, la famille, la religion (et entre autres l'opposition à l'avortement), et s'est engagée sur le plan économique à poursuivre les privatisations, assorties de promesses sociales; l'AWS obtient 201 députés sur 460.

Quant aux autres partis, le SLD (coalition autour de l'ex-PC) ne recueille plus que 27,13% des voix, soit 164 sièges (au lieu de 169). L'Union de la Liberté, autre parti de droite, construit lui aussi autour de Solidarité,

mais moins proche de l'Église, obtient 13,37% des voix et 60 sièges. Et le parti paysan, le PSL, l'allié de la SLD, s'effondre avec 7%, passant de 127 députés à 27 désormais.

Sans doute, c'est en grande partie la loi électorale qui explique l'ampleur de ces changements au Parlement, car elle amplifie beaucoup les déplacements de voix. Ces élections ont en effet eu lieu à la proportionnelle, mais aucun élu n'est accordé aux partis en dessous de 5%, ce qui en fait d'autant plus pour les autres. C'est ainsi qu'en 1993 la droite, qui était alors éparpillée en de multiples petits partis, en avait vu certains disparaître du Parlement. Aujourd'hui l'AWS, en réunissant plus d'une trentaine d'entre eux, obtient de ce fait une énorme part des sièges.

Et ce qui est remarquable aussi, et qui n'est souvent pas apparu dans la presse au sujet de ces élections, c'est le chiffre des abstentions: seuls 48% des électeurs se seraient prononcés, si l'on en croit les chiffres cités par *Le Monde* du

26 septembre.

Ce n'est donc pas un raz-de-marée de la droite qui s'est produit en Pologne lors de ces élections, mais une victoire de cette dernière appuyée surtout sur les désillusions de la population.

En effet, en 1993, l'ex-PC, allié au parti paysan, avait remporté les élections après que plusieurs gouvernements de droite se furent succédé depuis 1989, dont celui de Leszek Balcerowicz, inventeur de la « thérapie de choc », qui s'était traduite par une chute brutale du niveau de vie.

La coalition autour de l'ex-PC avait alors bénéficié des espoirs de la population de voir « préserver les acquis sociaux », ce dont elle se vantait à l'époque. Il n'en a bien sûr rien été. A part le vote, tardif, l'an dernier, de la loi rétablissant l'autorisation de l'avortement, le gouvernement a continué la politique de ses prédécesseurs, en particulier les privatisations. Il n'est donc guère surprenant que ses électeurs ne se soient pas mobilisés pour soutenir à nouveau la coalition gouvernementale.

Quant à savoir si la population laissera le futur gouvernement la duper à nouveau

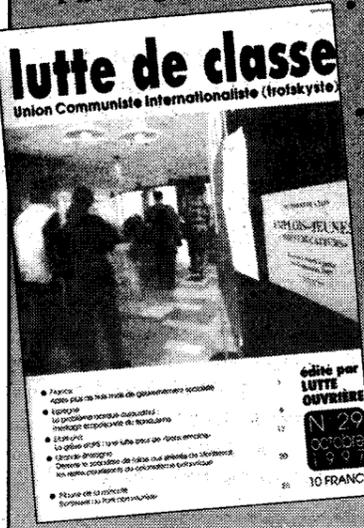
sans réagir, c'est une autre affaire.

Nadine MALTER

LUTTE DE CLASSE n°29 (octobre 1997) est parue

Au sommaire :

- France — Après plus de trois mois de gouvernement socialiste.
- Espagne — Le problème basque aujourd'hui : l'héritage empoisonné du franquisme.
- États-Unis — La grève d'UPS : une lutte pour de « bons emplois »
- Grande-Bretagne — Derrière le scandale de l'aide aux sinistrés de Montserrat, les restes pourrissants du colonialisme britannique.
- Tribune de la minorité — S'adresser au Parti Communiste



Prix : 10F — Envoi contre 12F en timbres

À Fontaine (Isère)

RENTRÉE DIFFICILE EN MATERNELLE

Dans un souci légitime d'encourager la scolarisation des enfants dès leurs deux ans, l'école de Fontaine, dans l'Isère, classée en ZEP (zone d'éducation prioritaire), fait cette année le plein au maximum de ses capacités en nombre d'enfants, mais sans souci de la qualité de leur accueil.

Le jour de la rentrée, les institutrices découvraient qu'une classe avait été rajoutée, au détriment de la cantine purement et simplement supprimée. Pour aller manger, les

enfants sont embarqués en car vers une autre cantine où déjà plus d'une centaine d'élèves de l'école voisine prennent leur repas. Bonjour l'ambiance, saturée en bruit! Et pour les petits, dans cette foule, c'est dur! Il n'y a eu aucune concertation dans tout cela, pas plus pour les institutrices, qui avaient préparé la rentrée dès fin juin et avaient leurs listes de gamins prêtes, que pour le personnel de restauration, qui découvrait à la rentrée qu'il n'avait plus à s'occuper de la petite cantine, quasi familiale. Enfin, aucune concertation non

plus pour les parents, très déçus par tout cela et qui envisageaient de ne plus laisser les enfants à midi et de chercher des nounous.

À tout cela s'ajoutait que le matériel, commandé en juin,

n'était pas encore livré... Certes la municipalité, chargée des locaux et du mobilier, semble faire son possible, mais les moyens manquent visiblement.

Le discours du ministre de l'Éducation, qu'il «agrément» de propos sur les congés des enseignants, est ressenti comme un dénigrement. Quant à l'incitation à la «course à la modernité» (ordinateur-internet)..., ça fait sourire. Quels sont les moyens humains supplémentaires pour ça? On va nous répondre, sans doute, d'attendre les «emplois-jeunes»... Quoi qu'il en soit, la rentrée est donc bien fatigante et énervante. Nous ne

nous y attendions pas et personne n'a digéré encore la mauvaise surprise, même si on nous promet d'essayer d'arranger ça.

Un rire de détente dans tout ça : pendant l'été, Ségolène Royal nous a écrit pour que nous organisions la rentrée comme une fête, avec parents et enfants. Pourquoi pas? Mais le recteur, lui, nous a rappelé que «Vigipirate» était toujours en place et qu'il ne fallait pas accueillir n'importe qui dans l'école... Fallait-il donc faire un fête avec livret de famille, photo d'identité, actes d'états civil en guise de colliers de fleurs?



nos lecteurs écrivent

DUR, DUR LA RENTRÉE!

■ Le lycée professionnel de Ham en Picardie est classé ZEP (zone d'éducation prioritaire) depuis plusieurs années, à cause d'un fort taux de chômage dans la région. La plupart des grandes entreprises du coin ont dégraissé. Certaines ont fait passer leurs effectifs de 1 500 à 300, malgré des profits importants. Autant dire que les habitants de la région sont «sinistrés», et les jeunes scolarisés sont pour beaucoup sans avenir, même avec le BEP ou le Bac pro en poche.

Cette année, l'effectif national des lycées professionnels a grimpé de 14 500 élèves. Dans notre lycée, qui n'est pas l'exception, on ne peut travailler correctement dans certains ateliers avec plus de 8 élèves. Mais l'effectif est déjà du double... Dans une classe de «Vente», il faut faire cours à 35 élèves, dont beaucoup ont d'énormes difficultés pour lire et écrire. Et c'est le même chose dans d'autres sections.

Quelles mesures sont prises par le rectorat ou le ministère pour résoudre ces problèmes? Suppression de postes chez les surveillants. Suppression d'un poste chez les personnels d'entretien (ATOSS) alors que le travail, lui, n'est pas supprimé, bien au contraire, puisqu'il y a plus d'élèves! Les CES en fin de contrat, qui travaillent avec nous depuis deux ans, sont «remerciés» au lieu d'être embauchés. Suppression de la section Bac Productique, au mépris des élèves qui voudraient suivre cette filière.

Enfin, le racket au sein de l'établissement commence à faire des ravages. Certains élèves, 15 jours après la rentrée, ont déjà porté plainte pour agression sous la menace d'une arme blanche. Et il semble qu'il y ait bien pire encore... Mais c'est contre nos gouvernants qu'il faudrait porter plainte, car ils sont responsables de tout cela! Et dans ces conditions, les élèves viennent la peur au ventre au lycée. Beaucoup se démoralisent, car ils ne peuvent pas

suivre le rythme de la classe. Jusqu'à quand feront-ils l'effort de venir? Et que trouveront-ils d'autre à faire à l'extérieur. Quelle vie misérable les attend? Ce n'est visiblement pas le souci du gouvernement, ni celui d'Allègre, qui désigne les fonctionnaires comme des nantis pour masquer l'absence de mesures réellement efficaces.

À plusieurs, nous sommes allés râler dans le bureau du proviseur, qui était étonné de nous voir si nombreux. Il ne doublera quasiment aucune classe, à cause de l'emploi du temps. Ou bien il faudrait que certains collègues fassent des heures sup. Des créations de postes? Ce n'est pas de son ressort, nous dit-il (!).

Alors il faudra taper du poing sur la table (n'y a-t-il pas une «conférence sur l'emploi» prévue?) pour exiger qu'on embauche des jeunes ou des moins jeunes pour l'entretien, la surveillance ou l'enseignement, et pas sous-payés ni sous-formés, et que les élèves qui sortent, avec ou sans diplômes, de nos lycées, aient des perspectives.

G.D.
(Saint-Quentin, Aisne)

Fermeture de classe :

DES DISCOURS À LA RÉALITÉ

■ À Ivry-sur-Seine, dans une école du quartier des Bords de Seine, une classe de cours préparatoire a été fermée un lundi, juste après la rentrée des classes. La décision a été mise en pratique à midi, l'institutrice étant tout bonnement expédiée dans une autre école, laissant les enfants en plan et déboussolés.

L'Académie de Créteil justifie cette fermeture en prétendant qu'il n'y a pas assez d'élèves dans notre école : selon elle, il en manquerait une trentaine pour atteindre le «quota».

Les instituteurs se sont mis en grève jusqu'au 18 septembre, et les parents sont allés à l'Académie et au ministère de l'Éducation nationale. Mais pour l'instant, rien n'y a fait, la classe est toujours fermée. Les enfants sont répartis dans les

autres classes, qui ont été remodelées : du coup, le nombre d'élèves par classe a été augmenté.

Interrogé à Canal Plus sur cette fermeture, Allègre, le ministre de l'Éducation, affirmait pourtant que l'on ne devait plus parler en «ratio» ou en «quota», que tout devait être étudié au cas par cas. Il déclarait même que dans certaines écoles, un instituteur devant quinze élèves, cela lui convenait parfaitement! À nous aussi... sauf qu'apparemment, cela ne lui convient pas dans certains cas, comme celui de notre école à Ivry!

Les parents continuent de faire signer une pétition dans le quartier, sur le marché, qu'ils comptent porter au ministère dans les prochains jours.

Une lectrice
(Ivry-sur-Seine, Val-de-Marne)

La Redoute
Wattrelos (Nord)

DÉBRAYAGES CONTRE DES CONDITIONS DE TRAVAIL INSUPPORTABLES

A La Redoute, à l'établissement de Martinoire à Wattrelos, les conditions de travail deviennent de plus en plus dures.

En effet, l'application de «l'accord» sur les «24h chronos», que la Redoute promet à ses clients, a pour condition la livraison des colis en 24h, sous peine de remboursement si le colis n'arrive pas dans les délais, et pour nous les charges de travail sont toujours plus lourdes.

Au Ramassage AE nous sommes une trentaine, chargés de ramasser pour envoyer à l'emballage les objets qu'on appelle «Assez Encombrants», d'où le nom de notre service. Nous devons donc porter des charges assez lourdes tout au long de notre journée de travail qui, depuis «les 24h», est de 9 heures 15 minutes minimum, avec modulation.

En période de forte activité nous travaillons une semaine sur deux pendant 5 jours, ce qui nous fait la bagatelle de... 46h15 par semaine. Et dans les périodes de faible activité nous faisons 3 jours.

Nous sommes le seul secteur à ne pas avoir de produc-

tion journalière individuelle fixée à l'avance et à ne pas connaître notre charge journalière le matin. L'agent de maîtrise responsable en profite pour faire monter la production sans appeler de renforts... et quand on râle, elle nous dit qu'il est trop tard pour en demander.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Depuis le début de l'année, 22 accidents de travail se sont produits dans le service.

Depuis plusieurs semaines, le mécontentement montait. Aussi le mardi 16 septembre, quand les délégués sont venus nous dire qu'une fois de plus la responsable du service, remettait la discussion à... mi-

octobre, nous avons tous décidé de ne pas reprendre le travail après la pause et d'aller ensemble chercher un rendez-vous beaucoup plus proche où nous pourrions poser nos revendications : plus question de faire des semaines à 46h15, connaissance de la production dès le matin pour pouvoir déterminer le nombre de renforts nécessaires, établissement d'un maximum de production par jour, deux pauses de 10 minutes officielles par jour, et en plus «*que la chef de service soit plus polie et plus aimable avec son personnel*».

A voir la tête de la chef, elle ne nous attendait pas. Dépassée par les événements,

elle est sortie quelques minutes pour aller raconter ses malheurs au cadre responsable du Ramassage, pour finalement revenir nous dire qu'il y aurait une rencontre lundi 22 septembre. Cette rencontre n'ayant rien donné, la colère nous a pris et le lendemain nous sommes montés à trente avec les délégués pour dire que ça ne n'allait pas du tout.

L'inquiétude commençait alors à gagner les hautes sphères, puisque le cadre responsable de toute la Martinoire, le cadre responsable du Ramassage, la DRH de Roubaix et notre maîtrise ont accepté de recevoir une délégation toujours composée de 4 délégués et de nos 8 copines, pendant que nous continuions à débrayer pendant deux heures.

Finalement, nous avons obtenu de pouvoir nous réunir entre

nous pour déterminer la nouvelle organisation que nous voulions. A la réunion du mercredi 24 au matin, une bonne partie de nos demandes étaient satisfaites. Nous avons obtenu de pouvoir choisir la modulation que nous souhaitons (en partie seulement, bien sûr), deux pauses de 10 minutes, dont une officielle l'après-midi avec arrêt de chaîne, la possibilité de prendre une heure pour ranger nos allées, l'embauche de 10 contrats à durée déterminée de manière anticipée sur le calendrier, dont deux à partir du lundi suivant, l'annonce de la charge dès le matin pour l'évaluation des effectifs. De plus, toutes les heures de débrayages et de discussions vont être payées.

Notre unanimité a donc payé, et s'ils essaient de nous avoir avec un nouveau planning, tout le monde se dit prêt à remettre ça!

Municipalité de Tours

COUP DE SANG À LA COLLECTE DES ORDURES

La mairie de Tours, ex-fief de Royer, est passée aux mains du Parti Socialiste aux municipales de 1995.

L'année dernière a été marquée par le passage aux 38 heures, mesure que la municipalité espérait très «publique». Mais comme les effectifs municipaux sont toujours en diminution et que les 38 heures n'étaient accompagnées d'aucune embauche, cette mesure a suscité ici et là mécontentement et débrayages.

La municipalité réorganise les services, au nom de la modernité, mais en fait pour les faire tourner avec moins de personnel.

Au nettoyage (les balayeurs), elle remanie les plannings sur la base de six jours par semaine, diminuant ainsi la majoration des week-ends. Cela a provoqué un mouvement de protestation en juin, qui se poursuit toujours par des arrêts de travail le samedi.

Cette fois, c'est à la collecte des ordures que la colère a éclaté le jeudi 25 septembre. Il faut dire que depuis des mois, toujours au nom de la réorganisation du service, nos tournées s'allongent,

pour aboutir à des journées de travail parfois de dix heures. Nous avons du mal à prendre nos pauses, et la majoration des samedis travaillés, ainsi que les jours fériés, sont remis en cause.

Pour les 38 heures, la mairie a fait mine de nous demander notre avis pendant des semaines, pour le choix du mode de récupération de la 39^e heure. Nous avons opté dans le service pour 6,5 jours de congés supplémentaires. Or, quand les premiers d'entre nous ont déposé ces congés, on leur a annoncé que, finalement, nous n'y avons pas droit dans le service, en raison de nos horaires «*au bout la soupe*» (on arrête quand la tournée est finie).

Cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et le jour-même à cinq heures du matin, une seule benne sortait faire la tournée. La quasi-unanimité des 85 présents se mirent en grève, et appelèrent un délégué CGT à venir les appuyer.

L'ingénieur des services techniques, responsable de 800 personnes, est venu discuter, mais les grévistes ont boudé son invitation. Après s'être réuni tout seul, il est redescendu tout penaud. La mairie nous a ensuite envoyé des responsables plus habiles pour tenter de désamorcer le mouvement, et après une série de coups de fils, mêlés de menaces à propos de l'absence

de préavis pour cette grève, ils nous proposaient de rencontrer une délégation avec des élus municipaux, le mardi suivant.

Le lendemain, l'assemblée générale du service (composé en grande partie d'une nouvelle équipe) a décidé de reprendre le travail, d'attendre l'entrevue du mardi, en déposant un préavis de grève illimité pour le mercredi, en cas de besoin...

Le service du nettoyage en a profité pour refaire une assemblée générale, à l'initiative de la CGT cette fois. Un préavis de grève a été déposé pour le même jour que la collecte.

Affaire à suivre donc... Mais le ras-le-bol est bien réel. Car pendant qu'on baisse notre pouvoir d'achat sous prétexte de diminuer les heures supplémentaires, il n'y a aucune embauche en contrepartie, c'est même le contraire. Et pendant qu'à la collecte on s'attaque à nos conditions de travail en réorganisant les tournées, le service rendu aux usagers n'est pas pour autant amélioré, au contraire. Ainsi, si les ordures sont maintenant conteneurisées, les bennes ne passent plus que trois fois par semaine, au lieu de le faire quotidiennement!

Correspondant LO

PAS SUR LA TÊTE!

Une nacelle de convoyeur est tombée à côté de la ligne DEVBOX. Par chance, il n'y avait personne en dessous.

Si le système de sécurité n'a pas fonctionné, ce n'est pas une fatalité.

Les réductions de budget entraînent une baisse des effectifs. Nos camarades de la maintenance ne peuvent assurer tout le préventif nécessaire pour éviter ce genre d'accidents. Comme ils ne peuvent pas se couper en quatre, ils parent au plus pressé.

Dans toutes les entreprises, la course aux économies a pour conséquence d'augmenter le nombre d'accidents du travail. Si on vient à l'usine, c'est pour y gagner notre vie, pas pour y risquer notre peau, alors ras-le-bol des économies sur notre dos!

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière CERPLEX
(Neuville-en-Ferrain)

Renault Douai (Nord)

DES JEUNES CORVÉABLES À MERCI

La Renault « Scénic », fabriquée à l'usine de Douai, se vend bien. Elle se vend même de mieux en mieux.

Jusqu'à présent, la direction de l'usine, qui est la seule du groupe à fabriquer ce modèle, avait résolu son problème en poussant à la production par tous les moyens : suppression des pauses, aménagement du temps de travail, travail du samedi obligatoire, etc. Toutes ces méthodes, destinées à augmenter la productivité sans personnel supplémentaire, sont maintenant le quotidien des travailleurs de l'usine.

Mais voici du nouveau : le mercredi 24 septembre, la direction a surpris tout le monde en annonçant son intention d'embaucher 800 travailleurs pour la mise en place d'une équipe de nuit. Des embauches, voilà ce que nous réclamions tous depuis longtemps. Mais, Renault pratique l'abus de langage en parlant d'emploi et d'embauche. Car il s'agit surtout, pour les actionnaires, de faire face momentanément à un pic de production, tout en faisant une bonne opération financière.

La direction propose en fait du travail à temps partiel, en équipe de nuit uniquement, et pour une durée de sept mois. Les salaires tourneraient autour de 4 000 francs par mois pour 16 à 18 heures de travail par semaine, avec l'horaire suivant : de 20h35 à 1 heure du matin.

Au bout de sept mois, comme dit le directeur, « nous ferons le point du marché. Les concurrents auront mis sur le marché des petits monospaces également, et nous n'aurons sans doute plus besoin de cette équipe ».

Il y a quelques jours, Martine Aubry, ministre du Travail, en visite à Douai, avait parlé du recours excessif à l'intérim à Renault. Comme pour lui faire écho, la direction fait semblant de proposer autre chose, mais en profite pour réaliser une bonne opération financière. Car les intérimaires, de son propre aveu, lui coûtent 1,8 fois plus cher que ces travailleurs à temps partiel. Par ailleurs, la durée des contrats à temps partiel gérés par l'usine ne peut excéder 18 mois et ouvre droit à des exonérations de charges pour l'employeur.

La direction trouvera-t-

elle les travailleurs qu'elle cherche ? « Nous avons trois mois pour le faire », dit le directeur, qui fait mine de s'en inquiéter. Il reconnaît que « cela n'est pas intéressant pour un chômeur qui touche l'Assedic », mais pense que « cela pourrait intéresser un jeune qui débute ». En réalité, il connaît bien la situation de la région. Le chômage est tel que beaucoup de jeunes et même de moins jeunes peuvent être tentés de se présenter effectivement.

Récemment, deux hommes ont été arrêtés par les gendarmes dans une commune de la banlieue de Douai. Ils avaient fracturé une cantine la nuit parce qu'ils avaient faim...

Les patrons profitent de cette situation pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail. Et Renault comme les autres !

Depuis des années, Renault a accumulé des milliards de profits. Cette année encore, les profits du premier semestre 1997 sont en augmentation par rapport à l'année dernière. L'argent est là. Reste à imposer à Renault la fin du recours aux emplois précaires, et l'augmentation générale des salaires.

**Calvet quitte
la direction de PSA**

LES TRAVAILLEURS DE PEUGEOT ET CITROËN NE LE REGRETTERONT PAS

La famille Peugeot, actionnaire principal du groupe, n'a donc pas accordé de sursis à celui qui l'a pourtant si bien servie pendant quinze ans. Atteint par la limite d'âge, Jacques Calvet a dû contre son gré céder sa place à la tête du groupe PSA. Mais que ce soit chez Peugeot ou Citroën, bien peu de travailleurs ont versé une larme sur ce départ.

En fait, le parcours de Calvet se confond avec celui de bien des grands commis de l'État et de la bourgeoisie. Après un passage à la Cour des Comptes, il séjourna pendant quinze ans au ministère des Finances en qualité de bras droit de Giscard d'Estaing, avant de rejoindre en 1974 la direction de la BNP. Évincé de cette banque en 1982, il passa au service de la famille Peugeot avec comme objectif de redresser les profits du groupe PSA.

Durant quinze ans, avec la complicité des gouvernements de droite comme de gauche, ce patron de choc s'y employa. Aussi bien à Citroën qu'à Peugeot, il opposa son intransigeance et son encadrement musclé aux revendications des ouvriers en grève, que ce soit à Aulnay en 1982 ou à Mulhouse et Sochaux en 1989. De même, de plans sociaux en fermetures de sites, Calvet réduisit les effectifs de PSA de 187 500 à 137 100 salariés tandis que la production du groupe était multipliée par deux. Dans le même temps, comme se plaisent à le souligner aujourd'hui les journaux financiers, la valeur en Bourse du groupe passait de 1,2 à 29,2 milliards de francs.

Ce bilan, tout autant que ses multiples prises de position réactionnaires, a contribué à faire de Calvet l'un des leaders du patronat français, avide de profits et de déréglementation du travail.

Aujourd'hui, Calvet s'appête à couler une retraite dorée, d'autant qu'il reste administrateur d'au moins huit sociétés industrielles ou financières, comme la Société Générale, les Galeries Lafayette, la Compagnie Générale des Eaux et Pétrofina. Quant aux travailleurs, de Peugeot comme de Citroën, s'ils n'ont rien à espérer de mieux de son successeur, ils ne regretteront pas ce départ.

TOUJOURS PLUS VITE

Sur les chaînes, les chefs nous ont annoncé que la direction allait encore nous retirer trois centièmes sur les temps.

Sur le papier, c'est peut-être possible. Mais quand on court déjà, c'est autre chose.

Que les grands Yacca viennent nous faire une démonstration !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière Renault Douai

L'EMBAUCHE POUR TOUS

Dès que les intérimaires ont travaillé 18 mois en suivant, la direction, plutôt que de les embaucher, s'en débarrasse et en prend d'autres.

Voilà ce que les patrons ont à offrir aux jeunes qu'ils font travailler éternellement : des salaires minables, des heures supplémentaires à la pelle et le chômage au bout du contrat.

De quoi donner envie de mettre les patrons en fin de « mission » !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière
Française de Mécanique (Douvrin, Nord)

ET PUIS QUOI ENCORE !

Dans les bureaux comme dans les ateliers, la direction veut réduire l'effectif au strict minimum. Et de plus en plus fréquemment, les responsables ont le culot de demander à des travailleurs de se chercher du boulot ailleurs.

Mais où se croient-ils ? C'est eux qui décrètent qu'il y a des sur-effectifs, alors que tout le monde a du travail par-dessus la tête. Mais en plus, il faudrait que ce soit nous qui allions quêter une place ?

Et pourquoi pas instaurer le système des dessous-de-table, pour être bien sûr d'être reclassé ?

Si la direction n'a pas de reclassement acceptable à proposer, on reste à notre place.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins (Montage)

Unimétal, JVC, Panasonic... Longwy

CONTRE LES PLANS DE LICENCIEMENTS

Samedi 27 septembre, à l'appel de tous les syndicats, 2000 personnes ont défilé dans les rues de Longwy pour manifester leur colère contre les fermetures d'usines et les plans de licenciements.

Un premier cortège était parti d'Herserange, où Unimétal a annoncé la fermeture du Train à Fil pour l'an prochain, et l'autre de Longwy-Haut, avec les ouvrières de JVC, licenciées depuis le mois de juillet, et celles de Panasonic, dont la fermeture est programmée pour mars 1998.

Les deux cortèges se sont rejoints devant l'Hôtel de Ville de Longwy-Bas, pour exiger ensemble le maintien des emplois. Entre Unimétal, JVC et Panasonic, ce sont 700 emplois au total qui devraient disparaître dans le bassin, sans compter tous les travailleurs des entreprises sous-traitantes.

En 1977, il y avait 25 000 sidérurgistes à Longwy... De plan acier en plan acier, il en reste aujourd'hui 650 : 313 au Train à Fil (Unimétal) et 330 au Train Universel (Arbed). Et les patrons veulent encore en supprimer!

Pour tenter de justifier la fermeture du Train à Fil, Unimétal invoque ses résultats déficitaires. La fermeture de Longwy serait un mal nécessaire pour résorber le déficit. Mais au même moment, le groupe Usinor - dont fait partie Unimétal - affiche 800 millions de francs de bénéfices pour les six premiers mois de l'année, et cela sans compter la provision de 117 millions prévue pour «accompagner» la fermeture du Train à Fil. Les résultats sont meilleurs encore qu'en 1996, où Usinor avait réalisé 1,5 milliard de profits sur l'année. Selon les experts, il faudrait s'attendre à 2,2 milliards de bénéfices pour l'année 1997.

Alors, ce n'est pas l'argent qui manque. Depuis que le groupe a été privatisé, il y a deux ans, les titres d'Usinor ne cessent de grim-



per en Bourse. Et c'est pour déga-ger encore plus de profit que la direction veut aujourd'hui sacrifier les travailleurs de Longwy.

Quant à JVC et Panasonic, ils font partie de ces entreprises qui s'étaient implantées dans la région, il y a une dizaine d'années, grâce aux subventions distribuées par l'État, dans le cadre de la reconversion de la sidérurgie. Dans la région, on les appelle «les chasseurs de primes».

C'est ainsi que JVC, appartenant au groupe japonais Matsushita, qui s'étaient installés à Villers-la-Montagne, fabriquant des chaînes Hi-Fi et des lecteurs de CD, a empêché plus de 30 millions d'aides de

l'État. Aujourd'hui il part s'installer... en Chine, laissant 235 ouvrières sur le carreau. Bien entendu, l'État ne lui demande pas de rembourser l'argent qu'il a touché.

Panasonic appartient au même groupe japonais que JVC. Au mois de juillet, les ouvrières découvriraient, par hasard, un document de la direction faisant état de la fermeture du site de Longwy pour mars 1998. La direction, qui n'a toujours pas annoncé officiellement la fermeture, proposait au syndicat CFDT une date... pour évoquer le plan social!

Panasonic avait installé son usine sur le Pôle Européen de Développement de Longwy, ce

fameux PED, qui, lancé en 1985, devait voir la création de 5 500 emplois en dix ans! A peine la moitié de ces emplois ont vu le jour, mais les aides de l'État, elles, ont été maximales : en 1996, elles atteignaient 34% du montant total des investissements.

Toutes ces entreprises empo-chent les fonds de l'État et jettent ensuite les ouvriers à la rue, semant ainsi la désolation dans des régions entières : Longwy a perdu le quart de sa population depuis 1984. Interdire les licenciements, obliger les patrons à maintenir les emplois ou à rendre l'argent, ce serait bien le minimum à imposer à ces patrons sans scrupules.

PAS DE « LICENCIEMENTS SECS? »

En présentant à la presse les «excellents» résultats d'Usinor pour le premier semestre 1997, le PDG Francis Mer a confirmé sa décision de fermer l'usine de Longwy et s'est félicité de la façon dont tout avait été mené. «En faisant l'annonce de cette décision dix-huit mois à l'avance, nous avons fait la démonstration de notre sens des responsabilités. D'autres utilisent des méthodes plus brutales», a-t-il déclaré.

Autrement dit, les salariés devraient s'estimer heureux de ne pas avoir appris la nouvelle au dernier moment! «D'ailleurs, a-t-il ajouté, il n'y aura aucun licenciement sec. Les travailleurs du Train à Fil seront mutés soit à Schiltlange (au Luxembourg), soit à Gandrange (50 km de Longwy) dans d'autres sites d'Unimétal».

«Pas de licenciements secs»... Telle est la phrase rituelle que l'on entend depuis 20 ans à chaque plan de suppression d'emplois. Mais chacun des salariés du Train à Fil a déjà vécu plusieurs fermetures d'usines. Chaque fois, cela veut dire se réadapter, changer d'horaires, revenir en feux continus pour certains qui avaient quitté ce régime, faire 50 km de plus pour se rendre à son travail...

Et, de toute façon, affirmer que la fermeture du site se fera «sans licenciements secs» est un mensonge éhonté. Cette vision ne tient pas compte de tous les intérimaires et ouvriers des entreprises sous-traitantes qui travaillent pour la sidérurgie, que ce soit à Longwy ou à Gandrange, où les places seront occupées par les travailleurs mutés de Longwy. 312 emplois supprimés, cela signifie au moins une centaine de travailleurs d'entreprises extérieures qui vont se retrouver au chômage. Mais, pour la direction c'est bien simple : c'est comme si ces travailleurs n'existaient pas!

GEC-Alsthom Belfort

« EXTERNALISATION » RIME AVEC « RIEN DE BON »

Chez GEC-Alsthom à Belfort, contre les projets annoncés par la direction depuis trois semaines, le premier débrayage appelé le jeudi 26 septembre par les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, et SUD a été largement suivi dans toute l'usine.

Nous nous sommes retrouvés à environ 2000 le matin et autant l'après-midi.

En effet, un directeur général de GEC-Alsthom, Nick Salmon, est venu à Belfort et a dit en substance que la direction veut «externaliser» des

services qui ne sont pas directement les «cœurs de métier» de l'usine. Qu'il faudra chercher à réduire les coûts de 30 à 40% pour rester «pôle d'excellence» (pour les actionnaires?) et que toute idée ou suggestion allant dans ce sens sera la bienvenue.

«Externalisation», le mot est repris dans les réunions organisées partout, à tous les niveaux, par la direction. Concrètement, le service d'entretien mécanique et électrique dépendra dorénavant de la filiale GEC-Alsthom-Services qui

est en train de licencier par ailleurs. La Station (eau, air comprimé, électricité), l'imprimerie, le service Architecture etc. sont à vendre avec les travailleurs. On nous dit que la Générale des Eaux, la Lyonnaise des Eaux, Bouygues et d'autres sont sur les rangs. Environ 600 travailleurs de l'usine sont directement concernés. Derrière un vocabulaire nouveau, se profilent des recettes patronales pas nouvelles du tout et bien réactionnaires : nous émettre, supprimer des emplois, augmenter la

productivité, pour baisser les salaires... et maintenir les profits des actionnaires.

Les syndicats ont appelé de nouveau à débrayer sur toute l'usine, mardi matin 30 septembre, au moment de la tenue d'un Comité Central d'Entreprise extraordinaire à Paris. La participation a été aussi nombreuse et massive que lors du précédent débrayage. Et en fin de matinée les syndicats appelaient à remettre ça le lendemain mercredi après-midi.

Correspondant LO

SNCF Paris Sud-Ouest

GAYSSOT SE DÉFILE

Vendredi 26 septembre, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de SUD, environ 300 cheminots de la région Paris Sud-Ouest se sont retrouvés gare d'Austerlitz afin d'accueillir le ministre PCF des Transports Jean-Claude Gayssot. Celui-ci avait en effet annoncé sa venue afin d'inaugurer le nouvel «automoteur» régional devant assurer la liaison entre Paris et Châteaudun.

Cependant, le ministre devait avoir eu vent du comité d'accueil qui l'attendait car il a préféré au même moment rendre une visite surprise aux camarades de la RATP qui, n'étant pas au courant, n'avaient évidemment rien pu prévoir. Heureusement pour Gayssot et... tant pis pour Louis Gallois, PDG de la SNCF, qui s'est retrouvé seul à faire face!

Il lui fut rappelé en vrac les problèmes auxquels nous sommes confrontés, et en particulier les baisses d'effectifs qui se poursuivent alors que les embauches se font au compte-gouttes, la responsabilité de la SNCF dans les accidents récents et mortels aux passages à niveau, les salaires bloqués, les conditions de travail, etc. Gallois non seulement fit la grimace mais pris à partie avec vigueur, il ne trouva à répondre que : «Je ne suis pas venu ici pour me faire engueuler»... ce qui déclencha évidemment l'hilarité générale.

Être PDG n'est pas toujours une partie de plaisir. En revanche, l'accueil fait à un PDG peut parfois mettre de bonne humeur!

Correspondant L.O.

SNCF

PASSAGES À RISQUES

Après l'accident du 8 septembre à un passage à niveau de la voie ferrée Libourne-Bergerac (13 morts et 43 blessés, dont 8 très grièvement), la direction de la SNCF vient de communiquer quelques éléments qui soulignent sa responsabilité.

«Le risque zéro ne peut être atteint que par la suppression totale des passages à niveau» Mais la direction poursuit en déclarant ne pas avoir de «plan» pour supprimer rapidement et totalement les passages à niveau, mais seulement «des projets soit sur toute une ligne, soit isolés».

En somme, la SNCF explique qu'elle ne peut pas faire mieux que ce qu'elle fait déjà, au rythme adopté depuis une dizaine d'années. Le problème est que le rythme en question s'est traduit, entre début 1987 et fin 1996, par la suppression de seulement 4 000 passages à niveau (il en reste encore 17 800) et surtout par 621 morts et 195 blessés, dont certains très gravement.

Autant dire qu'il serait temps de passer à la «très grande vitesse» aussi pour supprimer le danger que représentent ces passages à niveau, danger qui vient encore d'être démontré par le déraillement d'un TGV près de Dunkerque.

Échos des entreprises

AIR FRANCE RESPONSABLE!

Le commandement vient de rappeler toutes les précautions à prendre pour travailler à l'intérieur des réservoirs, et cela suite au malaise survenu, cet été, à un travailleur de la Grande Visite travaillant dans les réservoirs. Et d'insister sur le rôle des vigies, dont la seule et unique tâche est d'assurer la sécurité... alors que, jusqu'à maintenant, le commandement leur donnait du travail.

Après avoir nié sa responsabilité dans cet accident, voilà de la part de la direction des recommandations qui sonnent comme un aveu de sa seule responsabilité.

Extrait du bulletin de Lutte Ouvrière Air France

URGENCES

De plus en plus souvent, le service médical d'accueil a des petits airs de Sarajevo : du pied cassé aux urgences plus graves, il y a plus de 70 passages certains jours. L'infirmière d'accueil doit alors passer dans les boxes et c'est une secrétaire qui la remplace. Bref, on pare au plus pressé comme on peut.

Malgré le fait que les prévisions de passage ont plus que le double depuis l'ouverture des Urgences, l'administration ne renforce le personnel qu'au compte-gouttes.

D'un côté, des hospitaliers débordés, de l'autre des chômeurs condamnés à végéter.

Cette société est malade du capitalisme. Il faudrait la soigner d'urgence. Extrait du bulletin de Lutte Ouvrière Hôpital de la Croix-Rouge (Lyon)

Paris-Brune

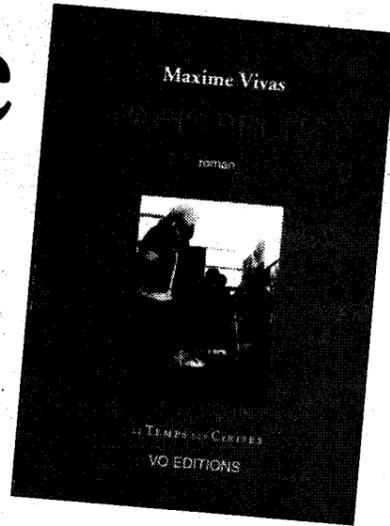
par Maxime Vivas

Pour des milliers et des milliers de postiers de Paris et même de province, le centre de tri de Paris-Brune a représenté pendant une quinzaine d'années (de même que le PLM, le centre de tri de la gare de Lyon à Paris) un symbole de la combativité des postiers, bien sûr une part de mythe. C'est la vie au travail de quelques-uns de ces postiers dans les années 1960/1980 que décrit Maxime Vivas, lui-même ancien trieur à Paris-Brune.

Tous ceux qui ont connu ces grandes concentrations de travailleurs qu'étaient les centres de tri dans ces années-là peuvent y retrouver ce qui a fait partie de leur univers pendant de nombreuses années. Un univers gris et sale, des rangées de casiers alignés, la poussière et le bruit. Des horaires de travail réglés sur le rythme du courrier et donc pour une bonne part la nuit. Des postiers pas souvent volontaires au départ pour de tels horaires, puis s'y adaptant, les uns le plus souvent pour pouvoir «redescendre au pays» (en province), en profitant de plus de jours de repos, les autres pour s'occuper des enfants ou pour faire des heures sup. Et durant les longues nuits passées à trier aux casiers ou à vider les sacs (dix heures d'affilée d'un travail pas vraiment rigolo), le tabac et l'alcool, avec la complicité passive de la direction. Heureusement, aussi et surtout, il y avait cette chaleur humaine, cette solidarité qui unissaient les postiers contre la direction.

Tous ces aspects humains sont relatés de façon vivante et colorée dans le livre de Maxime Vivas. Mais quand le livre prétend aussi rendre compte de la vie syndicale et politique du centre de tri, il en donne une image bien déformée.

Paris-Brune était aussi, dans les années qui suivirent Mai 68 et jusqu'aux années 1980, un vaste forum politique où des militants de toutes tendances défendaient leurs idées devant les travailleurs. C'était aussi un bastion syndical, avec près de 500 syndiqués CGT, plusieurs centaines à la CFDT et aussi à FO. Mais ce bastion syndical était aussi dominé par le Parti Communiste, fort de 150 adhérents, et dans une période où la liberté d'expression n'était pas son fort : dans bien des assemblées générales, seuls les représentants syndicaux pouvaient s'exprimer, et quand un militant d'extrême gauche essayait de le faire, c'était



micro coupé, sous les cris et les huées de certains des militants stalinien. Cela sans parler des nombreuses exclusions hors de la CGT de tous les militants qui voulaient exprimer une autre politique que celle de l'Union de la Gauche, dans laquelle étaient englués à l'époque les militants du Parti Communiste et de la CGT. Et les militants du Parti Socialiste, nombreux à Paris-Brune, n'étaient pas plus démocratiques dans les syndicats CFDT et FO où ils étaient influents.

Tout cela est absent de ce livre, de même qu'il n'est à aucun moment fait mention des deux grèves qui ont pourtant marqué la vie des postiers du centre : Mai 68 et octobre-novembre 1974. Même complètement verrouillées par les appareils syndicaux, ces grèves ont appris la solidarité, la lutte de classe à toute une génération de jeunes postiers de l'époque. En 1968 comme en 1974, des centaines de jeunes postiers ont découvert des idées politiques au contact des militants de toutes tendances, à travers bien des discussions, pas seulement sur des problèmes locaux de sanction ou de PV, mais aussi sur la remise en cause de toute la société.

Le livre fait l'impasse totale sur ces deux grèves, pour en raconter une contre l'amiante... complètement imaginée par l'auteur. Maxime Vivas a aussi choisi d'évoquer en parallèle l'évolution de la carrière politique de Georges Sarre, politicien réformiste lié à Chevènement, qui travailla un moment à Brune, avant de faire carrière. Peu de travailleurs de Paris-Brune se souviennent de Georges Sarre comme d'un collègue de travail, mais bien plus comme un de ces politiciens de gauche qui ont déçu, trahi ceux qui avaient leur confiance.

Un livre qui décrit bien les aspects de la vie dans une grande concentration de jeunes travailleurs dans les années 1960 à Paris, mais qui ne permet en rien de comprendre la vie politique de ces moment-là.

Alain MONNIAUX

Le temps des cerises VO Éditions
prix : 90F

LE STO : «SAMEDI TRAVAIL OBLIGÉ»

Les électriciens de maintenance ont été informés que désormais il faudrait qu'ils assurent les dépannages à IB le samedi et ce, au minimum jusqu'à la fin de l'année.

Heures sup payables ou récupérables, au choix, mais obligatoires en tout cas.

Quant à la récupération en cours de semaine, vu l'état de sous-effectif du service, c'est juste annoncé pour la forme.

Et si personne ne veut parmi le personnel SNECMA, on trouvera parmi les sous-traitants, a-t-il été ajouté.

Embaucher parce qu'il y a du travail, ça ne leur viendrait même pas à l'esprit. Ils préfèrent faire du chantage.

DEMI-MESURE

Les salariés de plus de 55 ans ont été réunis pour une présentation des nouvelles mesures. Ils attendaient le «la» pour partir, ils n'ont eu qu'un «si mineur», voir un «bémol» : il n'y aura plus de préretraite FNE l'année prochaine, mais seulement des mi-temps FNE.

A ceux qui croyaient que la pré retraite était acquise à la SNECMA, c'est un démenti. Pour acquérir un droit, il faut se battre pour.

Extraits du bulletin de Lutte Ouvrière SNECMA-Villaroche

Île de la Réunion

Depuis le 19 septembre, des jeunes chômeurs de différents quartiers de la ville de Saint-Denis (La Réunion) ont occupé successivement les locaux municipaux, en l'occurrence les mairies annexes. Cela a commencé au quartier des Camélias, puis à Montgaillard, Moufia et au Chaudron, puis dernièrement à la Source.

Les manifestants entendaient dire leur refus de rester plus longtemps au chômage et demandaient que le pouvoir leur trouve à tous un emploi, et tout de suite.

Las de courir après un CES ou d'autres contrats du même genre, ils se sont installés à l'intérieur des antennes de la mairie de Saint-Denis jusqu'à ce qu'un élu vienne les voir.

S'ils ont pris pour cible l'élu local ou le maire socialiste, Michel Tamaya, que certains d'entre eux avaient d'ailleurs soutenu lors des dernières élections législatives ou lors de récentes cantonales partielles, c'est parce que ces candidats avaient mené campagne dans ces quartiers en faisant de belles promesses aux jeunes sans ressource et privés d'emploi. Si quelques jeunes avaient peut-être entrevu alors une quelconque lueur d'espoir, il n'a pas fallu attendre longtemps pour qu'ils perdent leurs illusions.

Sur place, les adjoints spéciaux, comme on les appelle, ou les conseillers interpellés ont bien tenté de calmer le jeu. Mais les chômeurs n'étaient pas d'hu-

meur à se faire lanterner une fois de plus. Ils réclamaient du travail, un vrai, pas de ces contrats pour lesquels ils sont payés 1 200 F ou 2 000 F, et qui suffisent à peine à payer le loyer.

Le maire, revenu de l'Assemblée nationale où il a débattu du dispositif «emplois-jeunes», a demandé aux manifestants d'avoir la patience d'attendre la réunion prévue le 29 septembre à la préfecture, qui doit décider des modalités d'application à la Réunion de la loi Aubry. Mais les jeunes chômeurs, ne voulant pas attendre encore et toujours, ont continué leurs manifestations dans le quartier de la Source, en particulier devant le Conseil général.

Comme lors des manifestations des fonctionnaires de mars dernier, mais avec une haine renforcée car il s'agit aujourd'hui des plus pauvres, le pouvoir a envoyé ses gardes mobiles qui ont tenté de disperser les manifestants à coups de matraques et de gaz lacrymo-

Les jeunes chômeurs manifestent

UN TRAVAIL TOUT DE SUITE!

gènes. La manifestation s'est alors déplacée vers les HLM de la Source où deux bus ont été endommagés. Quelque temps après, le quartier fut quadrillé par la police et isolé du reste de Saint-Denis... sur la demande de Tamaya qui justifiait sa décision en expliquant qu'il était le garant de «l'ordre» dans la capitale de l'île.

Cette action des jeunes de la Source a forcé la sympathie des habitants du quartier mais aussi de ceux du Chaudron et sans doute, plus largement, des tra-

vailleurs et des pauvres de l'île, dont certains se sont retrouvés à leurs côtés face à la police.

Lors d'une émission sur Radio-Freedom, des travailleurs, des parents de jeunes au chômage, disaient comprendre leur ras-le-bol. L'un d'eux a tenu à dire que les jeunes feraient bien d'aller voir aussi du côté des patrons du privé qui licencient à tour de bras et imposent contrats précaires et heures supplémentaires



Quel avenir pour ces jeunes de la Réunion ? Le chômage ?

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky

aura pour thème

CAPITALISME ET IMMIGRATION

Vendredi 3 octobre
à 20 h 30

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris (5^e)

Métro : Maubert Mutualité

Participation aux frais : 20 F

à leur personnel, au lieu d'embaucher en fixe.

Jusqu'à présent, le mouvement des jeunes chômeurs n'est allé demander des comptes qu'au maire PS de Saint-Denis, ce qui semble logique dans la mesure où Tamaya apparaît comme le représentant du gouvernement. S'il se retrouve aujourd'hui face à la colère des jeunes, il le mérite bien, lui qui, comme ses amis politiques, se garde de s'en prendre aux patrons.

S'en prendre aux capitalistes et à tous ceux qui mettent en coupe réglée la population pauvre de la Réunion, voilà qui pourrait changer le cours des choses pour les 120 000 chômeurs, les 55 000 RMistes et tous ceux qui doivent s'en sortir avec des salaires de misère. Et dans ce combat, la jeunesse ouvrière réunionnaise pourrait assurément entraîner derrière elle tous ceux qui souffrent de cette société d'injustice.

Trafic de viande contaminée

Selon Le Journal du Dimanche du 28 septembre, 10 000 tonnes de viande bovine d'origine britannique auraient été commercialisées et consommées en Europe, malgré l'embargo dont elle est théoriquement frappée.

Cet embargo, décidé en mars 1996 par l'Union européenne, devrait éviter que l'on consomme une viande pouvant être le vecteur de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. En effet, des dizaines de cas de cette maladie mortelle, ou de ses variantes, ont été recensés en Europe, surtout en Grande-Bretagne, avec pour origine probable des viandes provenant de troupeaux malades.

Mais, outre que les autorités sanitaires anglaises et européennes ont tardé, tant les enjeux financiers étaient importants, à prendre des mesures et simplement à

reconnaître publiquement une menace dont elles avaient connaissance, les mêmes pressions financières et commerciales continuent apparemment de jouer. Avec pour résultat que cet embargo n'est pas respecté, comme la Commission européenne de Bruxelles vient de l'avouer.

Cela suppose sans doute que la viande douteuse fasse quelques détours par un autre pays, et encore, pas forcément : des complicités bien placées peuvent doter d'un « passeport » vétérinaire au-dessus de tout soupçon une viande qui ne l'est pas. La presse montre du doigt des

membres des forces britanniques en Irlande du Nord, accusés d'être la plaque tournante d'un tel trafic. Toutefois, la majorité de cette même presse reste fort discrète sur l'information judiciaire ouverte le 6 août, en France cette fois, et mettant en cause quatre entreprises françaises d'importation-commercialisation de viande, dont le leader de ce secteur, Socopa.

Depuis que le scandale de la « vache folle » a éclaté, on a sans doute préféré focaliser l'attention du public européen sur les opérateurs britanniques (des producteurs aux militaires) et laisser dans

l'ombre ceux qui, de l'autre côté de la Manche, ont leur part de responsabilité.

Ce n'est pas la première fois que des sociétés françaises ou belges de négoce, des abattoirs hollandais ou allemands, se font prendre la main dans le sac. Quant aux sociétés qui, comme le révèle la presse, achètent une viande qui peut être contaminée, voire mortelle, et la revendent ensuite en Russie, en Égypte ou en Guinée équatoriale, elles sont apparemment encore moins inquiétées. Elles contribuent sans doute à améliorer la balance commerciale européenne, et

en tout cas les profits de leurs actionnaires.

Alors, on ne va tout de même pas leur reprocher de faire de l'argent en faisant prendre un risque qui peut être mortel aux consommateurs de pays pauvres... D'ailleurs, après la catastrophe de Tchernobyl, a-t-on jamais cherché querelle à ces sociétés, ou à leurs pareilles, qui exportèrent vers le Tiers Monde des produits agro-alimentaires européens et français qu'elles et les autorités savaient avoir été contaminés par le nuage radioactif?

P.L.

SUITE ET FAIM... DE PROFITS AVEC LA PEAU DES AUTRES